Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 3 novembre 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°756 ■

APRÈS LES DERNIÈRES SANCTIONS OCCIDENTALES

La Turquie augmente ses achats de pétrole non-russe

P 16

HAUSSE DE 50 % DES OPÉRATIONS D'ENSEMENCEMENT EN 2025

L'aquaculture poursuit son développement

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture en Algérie enregistre une progression remarquable, confirmant son rôle croissant dans la sécurité alimentaire nationale et dans le développement du modèle d'économie bleue prôné par les pouvoirs publics. Selon le directeur général de la pêche au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Miloud Tria, le pays a connu cette année une hausse de 50 % des opérations d'ensemencement par rapport à la saison précédente, soit 46 millions d'alevins introduits dans les milieux marins et continentaux. P 3

MÉGAPROJET BÉCHAR–TINDOUF–GARA DJEBILET

Achèvement des travaux d'un important pont ferroviaire

L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) a annoncé, dimanche, l'achèvement des travaux de l'un des plus importants ponts ferroviaires du mégaprojet de la ligne Béchar–Tindouf–Gara Djebilet. Cet ouvrage d'art, long de 665 mètres linéaires, est situé sur le tronçon Hammaguir–Abadla dans la wilaya de Béchar.

P 2

ALGER ACCUEILLE LE FORUM AFRICAIN DES ADMINISTRATIONS FISCALES

La fiscalité et la gouvernance économique en débat

Alger sera, du 3 au 7 novembre 2025, la capitale africaine de la fiscalité. En accueillant le Forum africain des administrations fiscales (ATAF), l'Algérie s'inscrit dans une dynamique continentale visant à moderniser les systèmes fiscaux, à renforcer la coopération internationale et à faire face aux défis posés par la mondialisation et la numérisation de l'économie.

P 5

DÉVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE

Création d'une Facilité de financement de 1,5 milliard USD

Une Facilité de financement des infrastructures (AAMFI), dotée d'un montant de 1,5 milliard de dollars et visant à accélérer le développement des infrastructures en Afrique, a été mise en place conjointement par l'Alliance des institutions financières multilatérales africaines (AAMFI) et l'Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD (AUDA-NEPAD).

P 5

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le chercheur Laid Dardabou, lauréat de «Stars of Science», distingué P 2

TRAVAUX PUBLICS

Mise en service du tronçon routier Djendel-Hannacha P 4

PROJET D'EXPLOITATION DU GISEMENT DE ZINC ET DE PLOMB

Le wali s'enquiert de l'avancement des travaux P 3

PRÉVENTION DE LA CONSOMMATION DE DROGUE EN MILIEU SCOLAIRE

Création d'un numéro vert

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a annoncé, hier à Alger, la création d'un numéro vert dans le cadre de la prévention de la consommation de drogue en milieu scolaire, appelant toutes les parties concernées à s'engager dans l'effort national visant à endiguer ce fléau. A l'occasion du coup d'envoi de la caravane nationale de sensibilisation aux dangers de la drogue et des substances psychotropes en milieu scolaire, M. Sadaoui a annoncé la création d'un numéro vert pour accompagner cette initiative, à travers le signalement des cas détectés dans les établissements scolaires, soulignant la nécessité d'instaurer une culture du signalement pour endiguer ce fléau. Toutes les parties concernées, qu'il s'agisse des ministères ou des instances nationales, doivent participer à ces efforts, afin de protéger les établissements scolaires contre ce fléau, a-t-il ajouté. Pour sa part, le Directeur général de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie, Tarek Kour, a souligné l'importance de la mise en place d'un système national de veille pour faire face à ce fléau, précisant que la caravane parcourra dans une première étape 17 wilayas, avant de s'étendre à l'ensemble des établissements scolaires du pays. Dans le même sillage, il a annoncé l'élaboration d'un programme, en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, pour l'organisation, l'année prochaine, d'une caravane de sensibilisation en direction des établissements et résidences universitaires, en vue de sensibiliser les étudiants aux dangers de ce fléau.

MÉGAPROJET BÉCHAR–TINDOUF–GARA DJEBILET

Achèvement des travaux d'un important pont ferroviaire

L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) a annoncé, dimanche, l'achèvement des travaux de l'un des plus importants ponts ferroviaires du mégaprojet de la ligne Béchar–Tindouf–Gara Djebilet. Cet ouvrage d'art, long de 665 mètres linéaires, est situé sur le tronçon Hammaguir–Abadla dans la wilaya de Béchar.

Par Sirine R.

Selon Abdelkader Mazzar, directeur central de la communication de l'ANESRIF, maître d'ouvrage du projet, la pose de la dernière dalle en béton marque officiellement la fin des travaux du pont. La cérémonie d'achèvement s'est déroulée en présence du directeur général de l'ANESRIF, Azzedine Fridi, du staff technique de l'agence et des représentants des entreprises publiques ayant participé à la réalisation de cet ouvrage majeur. Lors de sa visite sur ce chantier fin septembre dernier, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, avait insisté sur la nécessité d'accélérer les travaux pour rattraper les retards enregistrés. «L'achèvement du pont avant les délais prévus témoigne des performances et du savoir-faire des entreprises nationales mobilisées sur ce mégaprojet stratégique », a affirmé M. Mazzar. Ce pont, qui relie deux zones difficiles d'accès, constitue un maillon essentiel du futur réseau ferroviaire reliant la mine de fer de Gara Djebilet aux régions du Sud-Ouest et, à terme, au reste du pays. Il symbolise l'avancement tangible de ce projet structurant qui revêt une importance économique et géostratégique majeure pour l'Algérie.

Dans le prolongement de cette étape, le directeur général de l'ANESRIF, Azzedine Fridi, accompagné de son équipe technique et des responsables centraux des entreprises publiques engagées, a effectué une visite d'inspection sur plusieurs tronçons notamment ceux de Tindouf–Oum El Assel (175 km) ; Hammaguir–Oum El Assel (440 km) et Hammaguir–Abadla (100 km).

Cette tournée visait à suivre la mise en œuvre des recommandations formulées par le ministre, notamment l'accélération du rythme des travaux sur l'ensemble des segments du projet, long de 950 kilomètres. Au cours de cette mission dans les wilayas de Béchar et de Tindouf, le DG de l'ANESRIF, accompagné des représentants des entreprises nationales et des partenaires chinois impliqués dans la réalisation, a pu constater les avancées significatives enregistrées sur les différents chantiers. M. Fridi a appelé à renforcer les moyens humains et matériels sur certaines sections afin de maintenir la cadence d'exécution, tout en insistant sur la nécessité d'une coordination étroite entre les intervenants pour combler les insuffisances et garantir la livraison du projet dans les délais contractuels, fixés à fin 2025.

Dans le même sillage, Abdelkader Mazzar a annoncé que la ligne ferroviaire à grande vitesse Méchéria–El Bayadh, d'une longueur de 130 kilomètres, sera prochainement mise en service. Ce nouveau tronçon contribuera à renforcer les liaisons ferroviaires entre les wilayas du Sud et celles des Hauts Plateaux, consolidant ainsi la politique nationale de désenclavement et de développement des régions intérieures.

En effet, le projet Béchar–Tindouf–Gara Djebilet s'inscrit dans cette même vision : celle d'une infrastructure moderne au service du développement industriel et minier, en particulier l'exploitation du gisement de Gara Djebilet, l'un des plus grands gisements de fer au monde. Par la réalisation de ces infrastructures, l'ANESRIF confirme son rôle d'acteur central dans la modernisation du réseau ferroviaire national et dans l'intégration économique du Sud algérien au reste du territoire.

CAMPAGNE DE PLANTATION 2025/2026 À BEJAIA

Reboisement prévu de 316 ha

Une superficie de près de 316 hectares, répartie sur plusieurs communes de la wilaya de Bejaia, sera reboisée durant la campagne de plantation 2025/2026, a-t-on appris, dimanche, de la Conservation locale des forêts. Cette superficie s'étend sur une douzaine de communes, dont Beni M'likèche, Boudjellil, Ouzellaguen, Darguina, Tifra, Ighrem, Kherrata, Melbou, Beni Ksila, Boukhelifa, Tichy et Toudja, ont indiqué les services de la conservation, soulignant que la campagne de plantation se déroulerait du 25 octobre 2025 au 21 mars 2026. Dans le cadre de son plan d'action pour cette campagne, la Conservation des forêts a prévu 186.850 plants de différentes essences forestières, notamment de chêne-liège, de caroubier, de châtaignier et de chêne zéen, a-t-on ajouté. En outre, pas moins de 45.000 plants d'arbres produits par la pépinière de la Conservation des forêts, seront également plantés durant la campagne 2025/2026, et ce dans le cadre d'actions de volontariat organisées par la société civile, les établissements scolaires et les différentes administrations, ont ajouté les mêmes services.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le chercheur Laid Dardabou, lauréat de "Stars of Science", distingué

Par R E.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a décerné, dimanche au siège du ministère, la médaille du mérite du secteur au chercheur algérien Laid Dardabou, lauréat de la 17e édition du programme "Stars of Science", pour son projet de montre intelligente capable de mesurer et de suivre le taux de vitamine D. Dans son allocution à cette occasion, le chercheur Laid Dardabou a exprimé sa gratitude pour cette distinction, qui vient couronner "un parcours de travail et de persévérance issu d'une initiative individuelle et devenu aujourd'hui un honneur pour l'Algérie", affirmant que cette reconnaissance lui confère "une responsabilité accrue dans le domaine de la recherche et du développement". "Cette distinction prouve que la formation universitaire algérienne est compétitive à l'international, malgré la forte concurrence", a-t-il souligné, saluant le niveau scientifique des jeunes chercheurs algériens. S'agissant de son projet primé, il a précisé qu'il s'agit d'une nouvelle technologie transformant les montres intelligentes en dispositifs à même de mesurer et de suivre le taux de vitamine D dans l'organisme sans recours au prélèvement sanguin, précisant qu'il s'agit du "premier prototype de ce genre sur le marché mondial". Le projet a dépassé le stade conceptuel pour devenir un prototype fonctionnel, actuellement en phase de développement, où il sera fait appel à l'intelligence artificielle afin de collecter et d'analyser les données dans le but d'obtenir in modèle plus précis et à marge d'erreur réduite, en vue de sa commercialisation internationale. M. Dardabou a également révélé qu'il travaille sur d'autres projets dans son domaine de spécialisation à savoir la nutrition et la physiologie animale, notamment sur un projet de pancréas artificiel actuellement en cours de développement. Dr Laid Dardabou est titulaire d'un doctorat en nutrition et physiologie animale de l'Université de Vienne, où il exerce en tant que maître de conférences, poursuivant ses recherches dans les domaines de la biologie et des technologies innovantes. A cette occasion, M. Baddari a également reçu le chercheur Ryad Hadj Habib, concurrent de la même édition de "Stars of Science", spécialiste en pharmacie. Ce dernier a présenté son projet sur les "nanoparticules", visant à améliorer l'acheminement des médicaments vers les cellules ciblées sans être interceptés par le système immunitaire, afin d'accroître l'efficacité thérapeutique. La rencontre a également été marquée par la présence de la chercheuse Khadidja Fellah Larbi, participante à la précédente édition de "Stars of Science", avec son projet de "pancréas artificiel", reposant sur la mesure du taux de sucre dans le sang sans piqûre, grâce à l'utilisation de l'ECG. Elle a précisé que son équipe œuvre actuellement à étendre la base de données et à améliorer la précision des résultats, à travers l'intelligence artificielle, afin de développer un modèle plus performant et capable de rivaliser sur la scène internationale.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

HAUSSE DE 50 % DES OPÉRATIONS D'ENSEMENCEMENT EN 2025

L'aquaculture poursuit son développement

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture en Algérie enregistre une progression remarquable, confirmant son rôle croissant dans la sécurité alimentaire nationale et dans le développement du modèle d'économie bleue prôné par les pouvoirs publics. Selon le directeur général de la pêche au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Miloud Tria, le pays a connu cette année une hausse de 50 % des opérations d'ensemencement par rapport à la saison précédente, soit 46 millions d'alevins introduits dans les milieux marins et continentaux.

Par Adem A.

Lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale, Miloud Tria a déclaré que cette campagne constitue un record historique pour le secteur. Il a souligné que cette performance résulte de la mise en œuvre d'une stratégie intégrée visant à exploiter les ressources halieutiques de manière rationnelle et durable.

« L'Algérie compte actuellement 27 projets d'aquaculture marine en activité, dont plusieurs en phase d'extension, traduisant une dynamique d'investissement soutenue et une meilleure appropriation des objectifs fixés par la stratégie nationale de l'économie bleue », a-t-il ajouté.

En parallèle, la production en eau douce devrait atteindre 1 800 tonnes cette année, un chiffre en nette augmentation par rapport aux campagnes précédentes. Cette évolution s'accompagne d'une volonté affirmée de développer les industries connexes, notamment la fabrication locale des aliments pour poissons et des alevins, afin de réduire la dépendance aux importations et de stabiliser la chaîne de valeur. « Nous travaillons à l'intégration biologique complète du cycle de production, depuis la fabrication des intrants jusqu'à la transformation », a précisé M. Tria, tout en insistant sur la nécessité de diversifier les espèces d'élevage. L'Algérie mise actuellement sur la dorade et le loup de mer pour la production marine, et sur le tilapia pour les eaux douces. Des projets pilotes sont également en cours pour introduire de nouvelles espèces comme la gamba, en partenariat avec le Japon.

Dans la même optique, le ministère encourage la création de coopératives de petits aquaculteurs et soutient les femmes rurales impliquées dans cette activité, notamment à travers un système de subventions pouvant atteindre 50 dinars par kilogramme de poisson produit.

Des mesures fiscales incitatives ont également été prévues dans la loi de finances 2025, notamment l'exonération d'impôts pour les coopératives de pêche et d'aquaculture. Sur le plan institutionnel, Miloud Tria a annoncé la signature de contrats de performance avec les directions régionales de la pêche afin d'optimiser la gestion des ressources locales et de renforcer l'efficacité des programmes d'investissement.

Le salon SIPA 2025 réunira plus de 180 exposants

En outre, Miloud Tria a abordé le Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA 2025), prévu du 6 au 9 novembre à Oran, sous le haut patronage du président de la République. Cette dixième édition, placée sous le slogan « Pêche et aquaculture : innovation et partenariats », réunira plus de 180 exposants dont 25 étrangers représentant 17 pays, avec le Sultanat d'Oman comme invité d'honneur.

L'événement mettra en avant la valorisation des produits de la mer, la numérisation du secteur, ainsi que 38 start-up algériennes accompagnées gratuitement pour exposer leurs innovations. « Le SIPA 2025 sera une vitrine du savoir-faire national et une plateforme de dialogue entre les acteurs publics, les investisseurs et les chercheurs », a souligné M. Tria, ajoutant que la tenue de dix ateliers techniques permettra de débattre de sujets stratégiques tels que la transformation, la traçabilité et la durabilité des ressources halieutiques.

Enfin, l'Algérie ambitionne de se positionner comme un pôle régional du développement halieutique en Afrique et en Méditerranée, grâce à l'amélioration des infrastructures portuaires, à la création de zones d'activités maritimes aménagées et à la promotion de l'investissement productif dans l'économie bleue. « Notre objectif est clair : bâtir un modèle algérien d'aquaculture durable, créateur de richesse, d'emplois et de valeur ajoutée », a conclu Miloud Tria.

GRANDS CONTRATS PÉTROLIERS D'OCTOBRE 2025

L'Algérie parmi les principaux acteurs

Par M. A.

Le mois d'octobre 2025 a été marqué par un regain d'activité dans le secteur mondial de l'énergie, rythmé par une série de grands accords pétroliers qui ont replacé les marchés émergents au cœur des investissements internationaux. Aux côtés de l'Égypte et de l'Irak, l'Algérie s'est distinguée par la conclusion d'un contrat majeur, confirmant son statut d'acteur énergétique clé en Afrique du Nord. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », la société égyptienne Petrojet a remporté un contrat de 1,087 milliard de dollars pour le développement de la seconde phase du champ de HassiBirRekaiz, en partenariat avec l'italienne Arkda S.P.A. Ce projet, mené pour le compte du complexe de HassiBirRekaiz, illustre la coopération énergétique croissante entre Alger et Le Caire, tout en soulignant la confiance internationale dans le potentiel pétrolier algérien.

Les travaux prévoient la construction d'une station de traitement centralisée d'une capacité de 31 500 barils par jour et l'installation de plus de 200 kilomètres de pipelines. Au-delà de son importance technique, cet accord confirme l'ouverture du marché algérien à des partenariats de haut niveau et soutient la stratégie nationale visant à valoriser ses ressources fossiles dans une perspective de rentabilité et de durabilité.

Parallèlement, d'autres pays de la région ont également marqué le mois d'octobre par des initiatives énergétiques d'envergure. L'Irak a relancé le développement de son immense champ de Majnoun avec le retour d'ExxonMobil, tandis que l'Égypte a multiplié les accords, notamment avec le Qatar et les Émirats arabes unis, dans les domaines de la pétrochimie et du stockage. De leur côté, l'Arabie saoudite et le Soudan ont conclu des partenariats stratégiques avec des acteurs internationaux, témoignant d'un mouvement régional coordonné pour renforcer la souveraineté énergétique et diversifier les sources de revenus liées au pétrole et au gaz.

L'inclusion de l'Algérie dans les plus grands accords pétroliers du mois reflète la solidité de son secteur énergétique et l'intérêt croissant qu'il suscite auprès des investisseurs internationaux. Elle traduit également la volonté du pays de consolider sa position régionale en misant sur des projets intégrant innovation technologique et performance industrielle.

PROJET D'EXPLOITATION DU GISEMENT DE ZINC ET DE PLOMB

Le wali s'enquiert de l'avancement des travaux

Par S R.

Dans le cadre du suivi régulier du projet d'exploitation du gisement de zinc et de plomb situé dans les communes de Tala Hamza et Amizour (wilaya de Béjaïa), le wali, Kamel Eddine Kerbouche, a effectué, hier, une visite de terrain pour constater l'état d'avancement de ce projet considéré comme stratégique pour le développement économique local et national. Accompagné du vice-président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Tala Hamza et de la directrice de la société mixte algéro-australienne BZL, maître d'œuvre du projet, le wali a passé en revue les principales étapes réalisées dans la mise en œuvre de ce chantier d'envergure, a précisé un communiqué de la wilaya.

Lors de cette visite, une présentation détaillée a été faite par la responsable du projet, portant notamment sur l'avancement du processus d'indemnisation des citoyens propriétaires des terrains concernés par l'exploitation du gisement.

Selon les explications fournies, l'ensemble des procédures administratives liées à l'expropriation et à l'indemnisation ont été finalisées, permettant ainsi de lever les obstacles qui avaient retardé le démarrage effectif des travaux. Le wali a souligné, à cette occasion, l'importance économique du projet, qui devrait contribuer à la valorisation des ressources minières nationales, à la création d'emplois dans la région et à l'impulsion de la dynamique industrielle dans la wilaya de Béjaïa.

Il a également insisté sur la nécessité de maintenir une coordination étroite entre les différentes parties prenantes (autorités locales, entreprises et populations riveraines) afin de garantir le bon déroulement du projet dans le respect des normes environnementales et sociales. La société mixte algéro-australienne Western Mediterranean Zinc (WMZ), issue d'un partenariat entre des opérateurs algériens et australiens, pilote ce projet d'exploitation minière appelé à devenir l'un des plus importants du pays dans le domaine du zinc et du plomb. Les travaux préparatoires concernent notamment l'aménagement des infrastructures de base, la sécurisation du périmètre et la préparation du site d'extraction.

À l'issue de la visite, M. Karbouche s'est félicité des progrès réalisés et a appelé à accélérer les dernières étapes afin de permettre le lancement effectif de l'exploitation du gisement dans les meilleurs délais.

Ce projet, longtemps attendu, s'inscrit dans la stratégie nationale de valorisation des ressources minières et de diversification de l'économie nationale, à travers la relance du secteur minier et le développement des partenariats internationaux.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Neuf morts et 173 blessés en 24 heures

Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 173 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route, survenus ces dernières 24 heures, à travers plusieurs wilayas du pays, indique, dimanche, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif avec 5 morts et 3 blessés, suite à un carambolage ente deux véhicules et un camion, au niveau du Chemin de wilaya N 171, à El Eulma, précise la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 2 incendies urbains dans les wilayas d'Alger et de Skikda, ajoute le communiqué. En outre, les équipes de secours de la Protection civile de la wilaya de Naâma sont intervenues pour prodiguer des soins de première urgence à 4 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'un chauffage à l'intérieur de leur habitation dans la daïra de Mecheria.

DÉPISTAGE DU CANCER DE LA PROSTATE

Lancement la semaine prochaine de la campagne "Novembre Bleu 2025"

Une campagne de sensibilisation au dépistage du cancer de la prostate sera lancée, à partir de la semaine prochaine, au sein de l'établissement hospitalier spécialisé en néphrologie et urologie situé à la cité Daksi Abdesalam, de la ville de Constantine. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des activités du "Novembre Bleu 2025", consacré à la santé masculine, a indiqué dimanche le Dr Aymen Benmessaoud, chargé de la communication auprès du Club des chirurgiens urologues "Cirta", organisateur de l'événement. Selon le Dr Benmessaoud (enseignant assistant au sein du même établissement hospitalier), la campagne s'étalera sur cinq jours, du 9 au 13 novembre courant, et s'adresse principalement aux hommes âgés de plus de cinquante ans, mais reste ouverte à toute personne souhaitant obtenir des informations, quel que soit son âge. Les consultations seront assurées sans rendez-vous préalable, directement au niveau de l'hôpital. La même source a précisé que les examens proposés seront gratuits, simples et indolores, comprenant un examen clinique, une analyse sanguine (PSA) et une consultation médicale. Les patients présentant des signes suspects seront orientés vers une prise en charge spécialisée. Des séances de sensibilisation seront également animées au profit des citoyens et de leurs accompagnants.

TRAVAUX PUBLICS

Mise en service du tronçon routier Djendel-Hannacha

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a procédé dimanche à Médéa, à la mise en service d'un tronçon de 10 km de la 4e rocade reliant la localité de Djendel (Ain-Defla) à Hannacha, dans la wilaya de Médéa. L'ouverture de ce tronçon routier à la circulation automobile va "assurer une desserte rapide pour les usagers de la route qui transitent, dans les deux sens, entre les localités de l'ouest du pays et les régions du centre, et permettra une interconnexion entre les wilayas d'Ain-Defla et Médéa qui aura un grand impact sur l'essor socio-économique des localités qui y sont desservies", a indiqué le ministre lors de la mise en service du projet. A noter que l'entreprise en charge de la réalisation de plusieurs sections de la 4e rocade, reliant la ville de Khemis-Meliana (Ain-Defla) à Berrouaghia, sur une distance de 67 km, s'était engagée, lors de la dernière visite du ministre sur le chantier, en octobre dernier, à livrer, en mars prochain, une autre section de 12 km qui fait la jonction entre Hannacha et Bouaichoune, toujours dans la wilaya de Médéa. M. Djellaoui a révélé, par ailleurs, que des consultations sont "en cours"

avec des banques nationales en vue de mobiliser les ressources financières nécessaires pour la réalisation de la ligne ferroviaire Ksar-el-Boukhari (Médéa)-Chiffa (Blida). "Les responsables de plusieurs banques nationales ont été reçues récemment au ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base pour l'examen de la question du financement de ce projet", a fait savoir le ministre, ajoutant que le but de ces consultations est d'"associer les instances financières du pays à la réalisation de cette ligne qui fait partie du grand projet ferroviaire structurant qui va relier la capitale Alger à Tamanrasset". Le projet de construction d'une ligne ferroviaire entre Ksar-El-Boukhari et Boughezoul, s'étendant sur 42 km est en chantier et affiche un taux d'avancement des travaux de terrassement de l'ordre de 20%, selon les responsables du projet.

POUR GARANTIR LA SÉCURITÉ DU CITOYEN

L'Etat engagé à soutenir les services de sécurité et le corps de la Protection civile

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud a réaffirmé, samedi à Alger, l'engagement de l'Etat à soutenir les services de sécurité et le corps de la Protection civile afin de garantir la sécurité et le bien-être du citoyen. Présidant une cérémonie de remise de grades au profit de 42 agents de la Protection civile, à l'occasion du 71e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale, M. Sayoud a souligné "la mobilisation de tous les moyens nécessaires à la protection de la sécurité et du bien-être du citoyen, figurant au centre des priorités". Il a ajouté que grâce à la conjugaison des efforts, il est désormais possible de "bâtir une société plus sûre et plus résiliente face aux défis", en s'inspirant de "l'esprit de solidarité et de cohésion qui caractérise les citoyens". Evoquant les sacrifices des valeureux chouhada, le ministre a rappelé que "les valeurs de sacrifice, de discipline et de loyauté envers la patrie, sur lesquelles s'est fondée l'Algérie, constituent aujourd'hui les principes fondamentaux auxquels adhèrent et s'engagent les institutions de l'Etat, tant civiles que militaires". Soulignant l'importance du corps de la Protection civile, en tant que "bouclier solide garantissant la sécurité des personnes et des biens", M. Sayoud a tenu à mettre en avant le souci permanent des hautes autorités du pays, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'assurer un soutien permanent et le développement de ce corps, notamment à travers "le renforcement de ses capacités, la modernisation de ses moyens et l'amélioration des mécanismes de coordination avec ses partenaires". A ce propos, le ministre a fait savoir que le budget alloué à la Protection civile a augmenté de près de 14% dans le cadre du projet de loi de finances 2026, traduisant l'intérêt qu'accorde l'Etat à ce corps, auquel s'ajoute l'ouverture de nouveaux postes budgétaires.

MÉTÉO

Des pluies lundi sur plusieurs wilayas de l'Est du pays

Des pluies affecteront, lundi, plusieurs wilayas de l'est du pays, indique dimanche un Bulletin météorologique spécial (BMS) de l'Office national de météorologie. De niveau de vigilance "orange", le BMS concerne les wilayas de Skikda, El Tarf, Guelma, Bejaia, Annaba et Jijel, où les quantités de pluie estimées oscilleront entre 20 et 40 mm, lundi de 01h00 à 12h00, précise la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,60	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1410,00	0,00	-0,16	-0,34	9,07	5,52	4429	6 244 890,00
BIOPHARM	BIO	2 460,00	NC	0,00	0,34	2,22	6,54	6,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 260,00	2265,00	0,22	6,09	0,36	10,80	5,52	143604	325 263 060,00
EGH El Aurassi	AUR	380,00	NC	0,00	-3,89	-4,93	4,80	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	0,58	-0,42	3,78	5,25	0	0,00

ALGER ACCUEILLE LE FORUM AFRICAIN DES ADMINISTRATIONS FISCALES

La fiscalité et la gouvernance économique en débat

Alger sera, du 3 au 7 novembre 2025, la capitale africaine de la fiscalité. En accueillant le Forum africain des administrations fiscales (ATAF), l'Algérie s'inscrit dans une dynamique continentale visant à moderniser les systèmes fiscaux, à renforcer la coopération internationale et à faire face aux défis posés par la mondialisation et la numérisation de l'économie.

Par Réda Hadi

Selon Mme Ghania Rabhi, directrice des relations fiscales internationales à la Direction générale des impôts (DGI), ce forum constitue une étape décisive dans la consolidation d'une coopération fiscale africaine fondée sur la transparence, l'équité et l'efficacité. Les débats porteront sur les grands défis actuels du continent en matière de fiscalité et de gouvernance économique.

L'événement, organisé par la Direction générale des impôts (DGI) en partenariat avec l'ATAF, réunira des représentants des administrations fiscales africaines, mais aussi des experts venus d'Asie, d'Europe et d'Amérique. Plusieurs organisations internationales, dont l'ONU et l'OCDE, prendront part aux travaux, aux côtés d'acteurs du secteur privé et d'institutions financières mondiales.Interviewée par nos confrères de la radio nationale, Mme Rabhi Mansour explique que « le monde économique a changé. Aujourd'hui, une entreprise peut réaliser des profits dans un pays sans y mettre le pied. Nos systèmes fiscaux doivent s'adapter pour garantir à l'État les ressources nécessaires à son développement. »

Pour cette responsable, la modernisation numérique constitue l'un des axes majeurs du forum. Pour la DGI (Direction générale des impôts), la numérisation représente une réponse concrète à plusieurs fléaux, dont l'économie informelle et le manque de traçabilité.

Grâce à la digitalisation, les contrôles fiscaux seront désormais basés sur le risque et les données, limitant l'intervention humaine et réduisant les marges d'erreur. Cette transformation devrait renforcer la conformité fiscale et assurer une meilleure collecte des recettes publiques.

Elle poursuit en affirmant, que « Notre mission est régalienne : garantir les ressources de l'État. Pour cela, nous devons disposer d'outils modernes — gestion des données, automatisation, analyse prédictive — afin de suivre les flux économiques et identifier les revenus imposables ».

Avant d'aborder le vif du sujet, celle-ci a tenu a rappeler que l'Algérie, est un acteur engagé dans la coopération africaine. Membre de l'ATAF depuis 2024, l'Algérie joue déjà un rôle actif dans l'organisation du forum. L'adhésion du pays à cette organisation intergouvernementale créée en 2009 témoigne de sa volonté de s'inscrire dans une approche multilatérale de la gouvernance fiscale. « Nous avons une expertise à partager et beaucoup à apprendre des autres », précise Mme Rabhi. Des pays comme le Bénin — pionnier de la facturation électronique — ou le Nigeria — leader en matière d'imposition des services numériques — offrent des exemples inspirants de bonnes pratiques que l'Algérie souhaite adapter à son propre système.

L'objectif commun est clair : renforcer la coopération entre les États africains, mutualiser les connaissances et lutter collectivement contre la fraude et les flux financiers illicites, qui privent les pays du continent de milliards de dollars chaque année.

Le forum abordera également la fiscalité des entreprises algériennes souhaitant s'implanter sur le continent. Dans le sillage de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), l'Algérie négocie de nouvelles conventions de non-double imposition avec plusieurs pays africains.

Ces accords, soutient-elle, visent à éviter la double imposition d'un même revenu dans deux pays et à offrir une sécurité juridique aux opérateurs économiques. En cas de litige, une procédure amiable entre administrations fiscales permet de résoudre les différends sans recourir aux tribunaux.

Nos entreprises doivent être rassurées : si elles investissent en Afrique, leur administration d'origine les accompagnera et défendra leurs droits, affirme Mme Rabhi Mansour. Au-delà du continent africain, l'Algérie s'implique activement dans les discussions internationales sur la refonte du système fiscal mondial. Sous l'égide de l'ONU, les États négocient actuellement une Convention-cadre sur la coopération fiscale internationale, accompagnée de protocoles spécifiques sur la fiscalité des services numériques.

Elle souligne par ailleurs, que l'enjeu est d'assurer une répartition plus juste des impôts entre pays développés et pays en développement. « Les règles actuelles favorisent trop souvent les économies avancées. L'Afrique doit parler d'une seule voix pour défendre ses intérêts et garantir que les bénéfices générés sur son sol y soient imposés », insiste la directrice. Pour les responsables algériens, la fiscalité est au cœur de la bonne gouvernance. Une administration performante, transparente et juste renforce la confiance des citoyens et des investisseurs.

Mme Rabhi Mansour conclut en affirmant que « La fiscalité, c'est le civisme. Payer ses impôts, c'est contribuer au développement de son pays — à ses routes, ses écoles, ses hôpitaux. Ce forum africain marque une étape vers une fiscalité plus moderne, plus équitable et plus solidaire, au service du développement durable de l'Afrique. »

A ce sujet, en accueillant le Forum africain des administrations fiscales, l'Algérie affirme son rôle moteur dans la construction d'une souveraineté fiscale africaine fondée sur la transparence, la coopération et la numérisation.

L'INDUSTRIE DU PAPIER EN ALGÉRIE

Vers une production durable et intégrée

Par A. A.

L'industrie du papier en Algérie connaît une transformation importante portée par le groupe public GIPEC, engagé dans une stratégie de développement durable et de valorisation locale des ressources. Selon M. Aït Yala, directeur du projet Développement et Partenariat du groupe, l'objectif est clair : réduire la dépendance du pays aux importations tout en construisant une véritable filière nationale du papier et de l'emballage fondée sur le recyclage et l'économie circulaire. Le groupe, à travers sa filiale Papirec, œuvre à créer une chaîne intégrée allant de la collecte des déchets de papier à la fabrication des produits finis. « Nous traitons chaque année entre 22 000 et 25 000 tonnes de papier, mais la totalité de la matière première reste importée. Notre ambition est de produire localement du papier kraft et d'autres dérivés pour répondre aux besoins du marché national », a expliqué M. Aït Yala sur les ondes de la « Chaîne II » de la radio nationale.

De son côté, M. Mohand Oussaïd Souleimane, directeur technique de la filiale Papirec, a mis en avant la dimension technologique et environnementale du projet. « Nous investissons dans des équipements modernes pour améliorer la qualité de nos produits et renforcer notre capacité de recyclage. Le papier récupéré auprès des administrations, écoles et entreprises est revalorisé pour fabriquer des emballages écologiques et compétitifs », a-t-il précisé.

Les efforts du groupe s'inscrivent dans la politique nationale de promotion de l'économie verte et de réduction des importations. Avec la création de nouvelles unités de production, la modernisation des installations existantes et la mise en place de partenariats publics-privés, l'Algérie ambitionne de devenir un pôle régional dans la fabrication du papier recyclé et des emballages durables, tout en générant de la valeur ajoutée et de nouveaux emplois industriels.

DÉVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE

Création d'une Facilité de financement de 1,5 milliard USD

Par R E.

Une Facilité de financement des infrastructures (AAMFI), dotée d'un montant de 1,5 milliard de dollars et visant à accélérer le développement des infrastructures en Afrique, a été mise en place conjointement par l'Alliance des institutions financières multilatérales africaines (AAMFI) et l'Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD (AUDA-NEPAD), a annoncé la Banque africaine d'import-export (Afreximbank). Le lancement de cette initiative "majeure" a été fait lors du Sommet sur le financement des infrastructures à Luanda, qui s'est tenu du 28 au 31 octobre dernier, sous le thème "Réduire le coût du capital: financement des infrastructures africaines", a précisé Afreximbank dans un communiqué publié sur son site web. Une déclaration d'intention relative à la création de la Facilité a été signée par les représentants de l'AUDA-NEPAD et de l'AAMFI en présence des chefs d'Etat africains, des dirigeants d'institutions financières multilatérales africaines, de hauts fonctionnaires gouvernementaux ainsi que des membres du secteur privé. Le mécanisme de financement prévoit un engagement initial pouvant atteindre 1,5 milliard de dollars pour le financement des projets, dont 100 millions de dollars destinés au financement de la préparation des projets, après l'achèvement des processus institutionnels et techniques nécessaires, a ajouté la même source. La création de la Facilité marque, selon Afreximbank, une "étape importante dans le renforcement de la souveraineté financière et de la capacité institutionnelle de l'Afrique à mobiliser et à gérer les capitaux nationaux et internationaux pour des infrastructures transformatrices". Un accord-cadre de coopération entre l'AUDA-NEPAD et l'AAMFI sera officiellement signé en marge de la 39e session ordinaire de la Conférence de l'UA, prévue en février 2026 à Addis-Abeba, en Ethiopie. La première phase de la Facilité portera sur cinq projets prioritaires, suivis de six projets supplémentaires, couvrant les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau et des TIC. Ces projets seront alignés sur le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) et l'Agenda 2063 de l'UA, en vue de renforcer "la vision commune d'une Afrique intégrée et prospère". Cité dans le communiqué, le président de l'AAMFI et président-directeur général de l'Africa Finance Corporation, Samaila Zubairu, a affirmé que "cette initiative cristallise l'ambition collective de l'Afrique de prendre en charge son propre financement du développement". La directrice générale d'AUDA-NEPAD, Nardos Bekele-Thomas, a estimé, pour sa part, que "la Facilité incarne l'appropriation africaine dans l'action" et qu'il s'agit d'"un pont pratique vers la mise en oeuvre opérationnelle du Fonds de développement de l'UA et d'un témoignage de notre détermination à réaliser l'Agenda 2063 grâce à des solutions d'infrastructure innovantes, collaboratives et durables". A rappeler que l'Alliance des institutions financières multilatérales africaines avait été lancée en février 2024 à Addis-Abeba en marge de la 37e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA, pour promouvoir la coopération et la coordination entre ses membres dans la promotion des objectifs de développement économique durable et d'intégration de l'Afrique.

GUELMA

Une exposition des produits artisanaux dans un espace public

Une exposition des produits artisanaux s'est ouverte samedi dans un espace public au centre-ville de Guelma avec la participation de 18 artisans de l'intérieur et de l'extérieur de la wilaya présentant et commercialisant leurs articles suscitant l'intérêt de nombreux visiteurs. Tenue à proximité du théâtre régional "Mahmoud Triki", l'exposition avec ses multiples stands a apporté de la vitalité à la place "8 mai 1945" du centre-ville par l'affluence du public attiré par la grande variété des produits (poterie, céramique, bois, pâtisseries, effets vestimentaires, bijoux, tapis, bibelots décoratifs) fabriqués à la main avec grand soin par les artisans participants. Dans une déclaration à l'APS en marge de la manifestation, organisée de concert avec la direction locale du tourisme et de l'artisanat, le directeur de la chambre de l'artisanat et des métiers, Miloud Saadi, a indiqué que la tenue sur un espace ouvert de cette manifestation qui coïncide avec la commémoration du 71ème anniversaire de la Révolution de libération vise à rapprocher le produit artisanal du citoyen et faire découvrir la richesse des articles de terroir au large public au regard de la position de la place choisie pour cela. Selon le même cadre, l'exposition regroupe des artisans de Guelma ainsi que des wilayas de Tébessa, Annaba, Constantine, Mila, Bouira, Tizi Ouzou et Boumerdès présentant les produits typiques à leurs régions.

JIJEL

Caravane médicale spécialisée dans la commune de Chahna

La caravane médicale spécialisée organisée samedi par l'établissement public de santé de proximité (EPSP) Boussif-Ouled Askeur dans la commune de Chahna, wilaya de Jijel, a suscité une grande affluence des citoyens. Cette caravane médicale pluridisciplinaire installée à l'Ecole primaire Chahid Laouar Mokhtar dans la localité de Zouitna, commune de Chahna, coïncide avec le 71e anniversaire du déclenchement de la Révolution de libération nationale, a souligné à l'APS le directeur de l'EPSP, Mohamed Arafat Benmadani. Des spécialistes en ORL, cardiologie, ophtalmologie, dermatologie, néphrologie et voies urinaires, pédiatrie, orthopédie et gynécologie participent à cette caravane, a ajouté le même responsable. L'objectif de l'initiative est d'assurer un service de santé spécialisé et de qualité aux habitants des localités reculées ne disposant pas de médecins spécialistes, a indiqué M. Benmadani qui a affirmé que des rendez-vous seront fixés aux malades dont les états de santé requièrent des interventions chirurgicales pour les prendre en charge dans les prochains jours. Cette caravane a connu la participation de staffs médicaux et paramédicaux de l'établissement public hospitalier Mohamed Seddik-Benyahia et de l'établissement public hospitalier Medjdoub-Saïd de Taher, a-t-on indiqué.

MOSTAGANEM

Pose de la première pierre pour la réalisation d'un hôpital de 60 lits à Aïn Nouissy

La pose de la première pierre pour la réalisation d'un hôpital d'une capacité de 60 lits à Aïn Nouïssy, dans la wilaya de Mostaganem, a été effectué dans le cadre des célébrations du 71 e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de Novembre, a indiqué, jeudi, un communiqué des services de la wilaya.

Selon la même source, le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a supervisé, mercredi soir, le lancement de ce projet sanitaire d'envergure, dont la durée de réalisation a été fixée à 24 mois, pour un montant global de 2 milliards de dinars. Le communiqué précise que cette opération, gelée depuis 2013, a été relancée, récemment, grâce aux efforts des autorités locales afin de répondre aux besoins des habitants de la partie sud de la wilaya en matière d'infrastructures sanitaires modernes. Ce futur établissement permettra ainsi de mieux répondre aux besoins croissants de la population de cette région ainsi que de certaines wilayas limitrophes, est-il ajouté. Dès le lancement des travaux, le wali a donné des instructions strictes aux responsables locaux pour assurer un suivi technique régulier du projet, veiller à la qualité des réalisations, et instaurer un système de permanence continue, afin de livrer l'hôpital dans les délais contractuels, précise le communiqué. Il a également demandé à ce qu'un accès indépendant soit réservé au service des urgences médico-chirurgicales, qui devra être renforcé par la création d'une unité médico-chirurgicale complète, tout en désignant un chef de projet issu du secteur médical. A la même occasion, le wali de Mostaganem a procédé, hier, à la mise en service d'un scanner à l'Etablissement public hospitalier El-Adjal Belatreche de Aïn Tédelès. Cet appareil est l'un des trois scanners acquis grâce à la dotation sectorielle et au budget de la wilaya, pour un montant total de 505 millions de dinars, ajoute le communiqué. M. Boudouh a insisté sur la maintenance régulière des équipements médicaux, la formation continue des responsables techniques et sur la gestion rationnelle de ces appareils, tout en assurant une permanence technique et en donnant priorité aux patients des urgences et aux malades atteints de tumeurs, précise-t-on encore. Le wali a, en outre, appelé les responsables du secteur de la santé à accélérer la transition numérique et à moderniser la gestion hospitalière, en commençant par le service de radiologie, qui devra être interconnecté numériquement avec les autres services médicaux, afin de faciliter l'échange d'informations et alléger les démarches pour les patients, conclut le communiqué.

GHARDAÏA

Une production de 3.800 qx d'arachide "bio" attendue

Une production globale estimée à 3.800 quintaux (qx) d'arachide "bio" dont les grains appelés communément "cacahuètes" est attendue dans la wilaya de Ghardaïa au titre de l'actuelle campagne 2025, a-t-on appris jeudi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Cette campagne cible une superficie totale de 200 hectares répartis sur les terres sablonneuses irriguées dans les localités de Seb Seb et Mansoura, marquées par un ensoleillement et des conditions favorables pour le développement de cette culture,a précisé Khaled Djebrit, ingénieur en chef, chargé des statistiques à la DSA. De nombreux cultivateurs locaux accordent un grand intérêt à l'intensification de l'arachide qui constitue une culture très rentable, a indiqué M.Djebrit, précisant que la sécheresse et la baisse du niveau piézométrique de la nappe phréatique qu'a connu les deux dernières années la région de Ghardaïa ont influé négativement sur la production arachidière. De tous les produits qui s'offrent aux touristes et autres visiteurs de l'incontournable souk de Ghardaia, notamment les différentes variétés de dattes précoces et les cacahouètes de la région de Seb Seb retiennent l'attention par leur qualité gustative et ont gagné une notoriété qui a dépassé les frontières de la région de Ghardaia, indique-t-on. Les premières récoltes d'arachide ont déjà envahi les étals du souk de Ghardaia. De nombreux spécialistes dans le développement rural estiment que l'intensification de cette culture stratégique soutenue d'une formation technique des agriculteurs peut générer un développement durable pour ces régions en créant des unités de conditionnement de cacahuètes, de huileries ou savonneries.

MASCARA

Mise en avant du rôle des associations dans les initiatives de sensibilisation à la prévention du cancer du sein

Les participants à une journée de sensibilisation sur la prévention du cancer du sein, organisée samedi à Mascara, ont souligné l'importance de l'implication des associations sportives et juvéniles dans les initiatives de prévention de cette maladie. Dans ce contexte, Karima Djazouli, psychologue clinicienne à l'établissement public hospitalier Meslim-Tayeb de Mascara, a mis en avant le rôle essentiel des associations sportives et juvéniles dans la sensibilisation au cancer du sein, à travers l'utilisation de leurs activités pour encourager les femmes à se faire dépister de façon précoce. La même intervenante a appelé ces associations à participer activement aux campagnes de sensibilisation programmées par le secteur de la santé dans la région, dans le cadre de la lutte contre cette maladie. De son côté, le médecin généraliste de la même structure sanitaire, Moumen Benaouda, a insisté sur la nécessité de la contribution des associations sportives et juvéniles aux campagnes d'information sur l'importance du dépistage précoce du cancer du sein. Il a souligné que ces associations, de par leur proximité avec les différentes couches de la société, peuvent jouer un rôle déterminant dans la diffusion du message préventif. Cette journée de sensibilisation a été organisée à l'initiative du complexe sportif de proximité Bousedra-Othmane de Mascara, en coordination avec le club sportif féminin El Amal des sports individuels, l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) et la direction de la Santé, en présence de plusieurs représentants d'associations dont les activités sont dédiées à la jeunesse et au sport. En marge de cette rencontre, tenue dans le cadre de la clôture du programme "Octobre Rose" élaboré par la direction de la jeunesse et des Sports (DJS), en coordination avec la direction de la Santé, une séance de dépistage précoce du cancer du sein a été réalisée au profit de femmes membres d'associations sportives et juvéniles âgées de plus de 30 ans.

MÉDÉA

Près de 600 foyers raccordés au gaz naturel et à l'électricité

Au total, 599 foyers des communes d'Ain-Ouksir, Maghraoua et Mihoub, dans la wilaya de Médéa, ont été raccordés, samedi, au gaz naturel et à l'électricité, à l'occasion de la célébration du 71e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954. Ce raccordement s'inscrit dans le cadre du programme de rattrapage mis en œuvre par les autorités locales pour augmenter le taux de couverture en gaz naturel et en électricité au niveau des communes qui accusent un retard dans ce domaine, a expliqué le directeur local de l'Energie et des Mines, Tayeb Zaidi. Dans ce contexte, 189 foyers ont été raccordés au gaz naturel dans les agglomérations urbaines secondaires de Ouled Djahdjouh, de Derghaoui, d'Ouled Seghir et de Makhloufi, relevant de la commune d'Ain-Ouksir, à l'extrême est de la wilaya, ainsi que 93 autres foyers situés à Ouled Mouna, dans la commune de Maghraoua, au nord-est du chef-lieu de wilaya. Par ailleurs, 320 habitations rurales, réparties entre les villages d'Ouled Dahmane, Ouled Amar, Ouled Aoufi et Chemailia, dans la commune de Mihoub, au nord de Médéa, ont été raccordées au réseau local de distribution d'électricité dans le cadre de ce programme de rattrapage, a indiqué M. Zaidi. D'ici la mi-novembre, deux cents (200) autres foyers, localisés à Sengoua et Ouled Aissai, toujours dans la même commune, seront raccordés au réseau électrique, a signalé le directeur de l'Energie et des Mines.

ÉTATS-UNIS

Le shutdown donne à Trump une nouvelle occasion d'étendre son pouvoir

L'architecte du projet 2025, Russell Vought, veut profiter du shutdown pour réduire encore les dépenses en procédant à des licenciements massifs au sein de l'administration fédérale. [Depuis le mercredi 1er octobre 2025, l'Administration fédérale est mise à l'arrêt aux États-Unis (shutdown) en raison de l'absence de vote, dans le délai imparti, du budget fédéral par le Congrès. Cette paralysie ne s'était pas produite depuis 2018, NdT].

Sasha Abramsky (*)

Alors que des services essentiels sont paralysés et que les fonctionnaires fédéraux ne sont pas payés, Donald Trump profite du shutdown pour faire ce qu'il fait le mieux : s'emparer de plus de pouvoir.
La semaine dernière, alors que le shutdown se profilait, Donald Trump s'est réjoui à l'idée que son administration s'en serve comme d'une excuse pour fermer les « agences démocrates », quoi que cela veuille dire. Le grand chef MAGA a décrété qu'il s'agissait d'une « opportunité sans précédent » qui lui était offerte par les « Démocrates de la gauche radicale. » De son côté, Russell Vought, l'un des architectes intellectuels du Projet 2025 et directeur du Bureau de la gestion et du budget (OMB), a clairement indiqué que le shutdown était l'occasion de tailler dans les dépenses approuvées par le Congrès, en particulier si elles impliquaient des fonds qui allaient de manière disproportionnée aux États bleus [démocrates, NdT]. Dans une note envoyée à tous les ministères dans les jours qui ont précédé le shutdown, l'OMB de Vought a donné ordre aux agences de présenter des plans de réduction des effectifs en ce qui concerne les projets, les programmes et les activités qui ne seraient pas « dans la droite ligne des priorités du président. » Avec cette directive, l'OMB conforte la mission de son directeur, partisan de longue date d'une présidence sans entraves, qui consiste à permettre à Trump d'ignorer le Congrès à sa guise.
L'administration a ensuite décidé de retirer 8 milliards de dollars de subventions pour les énergies propres accordées à 16 États démocrates et de suspendre le versement de 18 milliards de dollars destinés à des projets fédéraux d'infrastructures de transport dans la région de New York. L'Agence fédérale de gestion des urgences (FEMA) a également annoncé qu'elle bloquerait des centaines de millions de dollars attribués au titre des programmes d'aide aux États pour la préparation aux catastrophes jusqu'à ce que ceux-ci revoient leurs estimations démographiques afin de tenir compte des récentes expulsions massives menées par l'administration – une manœuvre évidente visant à réduire la population de grands États démocrates comme la Californie, New York et l'Illinois – dans le but probable de réduire le nombre de représentants qui leur sont attribués au Congrès.
Vendredi, alors que le Sénat votait – et ne parvenait pas à adopter – plusieurs projets de loi visant à financer le gouvernement, l'administration a fait savoir, par le biais d'une série d'annonces faites par les porte-parole de la Maison Blanche et leurs représentants dans les médias de droite, que des plans visant à licencier définitivement des milliers d'employés fédéraux supplémentaires entreraient bientôt en vigueur. Le président de la Chambre des représentants, Mike Johnson, toujours aussi docile, a justifié l'abus de pouvoir flagrant de Trump, affirmant qu'avec le shutdown, les Démocrates du Sénat avaient remis « les clés du royaume au président. » Alors que la Maison Blanche évoquait à nouveau de démanteler les agences qui « ne s'alignent pas sur les valeurs de l'administration », Johnson a blâmé les Démocrates, leur attribuant l'échec de l'adoption d'un projet de loi de financement et a déclaré : « Ils ont maintenant de fait mis fin au pouvoir législatif (…) et l'ont confié à l'exécutif » affirmant que les licenciements massifs relevaient de l'autorité de Trump. Ces licenciements massifs n'ont pour la plupart pas encore eu lieu. Le 1er octobre, premier jour entier de shutdown, le Federal News Network a fait savoir que seul l'US Patent and Trademark Office avait donné suite aux exigences de réduction de sa capacité, en licenciant 1 % de ses employés afin de « se concentrer sur les opérations essentielles à sa mission. »
Dans les jours qui ont suivi, aucun autre licenciement collectif n'a eu lieu. Mais la Maison Blanche a souligné que des milliers d'autres emplois étaient susceptibles de passer à la trappe. Compte tenu de la volonté de Trump de réduire les effectifs fédéraux et de liquider les programmes, les agences et les départements entiers qui ne lui plaisent pas, le shutdown semble n'être qu'un excellent prétexte pour mettre en œuvre les coupes sombres que l'administration aurait probablement engagées de toute façon dans les mois à venir.
Le fait qu'ils n'aient pas commencé à tailler dans les effectifs avant le week-end dernier semble refléter les divisions internes dans les rangs du GOP [Parti républicain, NdT], de nombreux membres du Congrès et sénateurs républicains étant extrêmement mal à l'aise avec le type de réductions gouvernementales tous azimuts défendu par Vought. Mais plus le shutdown se prolonge et plus Trump pense pouvoir présenter les réductions comme étant dues à l'intransigeance des Démocrates au cours du combat pour le budget, et plus l'administration pourrait s'appuyer sur la stratégie « pas de quartier » de Vought. En fait, au cours du week-end, Trump a commencé à présenter les licenciements potentiels comme des « licenciements démocrates. »
La liste des agences dont la plupart des employés ont déjà été licenciés, comparée à la liste des services jugés « essentiels » et relevant de la « sécurité nationale », peut donner des indications quant aux domaines sur lesquels l'administration Trump veut faire porter tous ses efforts de réduction des effectifs dans les semaines à venir. La manière dont ces listes sont dressées ne présente pas de caractère inéluctable : en cas de shutdown, l'administration dispose en fin de compte d'un pouvoir discrétionnaire considérable pour déterminer quels sont les employés et agences qu'elle considère comme « essentiels » et qu'elle peut obliger à travailler pendant le shutdown, et quels sont ceux qu'elle considère comme jetables et peut renvoyer à la maison.
Il s'avère, sans surprise, que cette administration accorde de l'importance à ses employés fédéraux dotés d'un pouvoir coercitif : ceux dont le travail implique la contrainte, l'incarcération et la sécurité. Les autres, comme ils l'ont souligné à plusieurs reprises, peuvent être placés « en état de traumatisme », selon l'expression déplaisante mais honnête de Vought, ou du moins être amenés à se sentir en permanence en situation de vulnérabilité.
Avant le shutdown, l'administration a établi des plans prévoyant de ne mettre en congé qu'environ un quart des employés fédéraux, qui seraient renvoyés chez eux pendant le shutdown et ne seraient pas censés reprendre le travail avant la reprise des activités gouvernementales. Cela représente un pourcentage inférieur à celui des shutdowns précédents. La grande majorité des employés fédéraux seraient toujours tenus de se présenter à leur travail et de travailler sans salaire pendant toute la durée du shutdown. Exiger de ces employés qu'ils travaillent sans salaire, tout en faisant peser sur les fonctionnaires fédéraux la menace d'un licenciement collectif, semble être une stratégie visant à les maintenir dans un état d'insécurité permanente. Il leur est ainsi plus difficile de protester contre le fait qu'on leur demande de travailler sans salaire ou qu'ils soient licenciés d'une agence jugée non essentielle au bien-être national, dans la mesure où ils se voient proposer une alternative encore plus inacceptable : si cela ne vous plaît pas, nous pouvons toujours vous licencier si vous préférez. Cela s'apparente quelque peu à une théorie de politique étrangère associée à Richard Nixon, qui pensait que ses adversaires seraient plus enclins à se plier à ses exigences s'ils craignaient qu'il ne réagisse de manière imprévisible.
La grande majorité des employés du ministère du Logement et du Développement urbain, du ministère du Travail, du ministère de l'Éducation et d'autres agences de soft power ont été mis en congé pour la durée du shutdown. Celui-ci a offert à l'administration Trump une solution de contournement bien pratique concernant une récente décision de justice visant à maintenir le fonctionnement de Voice of America et à empêcher le licenciement de 500 employés. Les parcs nationaux ont été fermés aux visiteurs. À l'Agence de protection de l'environnement (EPA), les bureaux travaillant sur les questions liées au changement climatique ont été fermés, tandis que les divisions reconfigurées pour travailler sur l'annulation des réglementations relatives au changement climatique restent ouvertes.
Pendant ce temps, les services de l'immigration et des douanes (ICE), les services des douanes et de la protection des frontières, les tribunaux de l'immigration et le reste des agences chargées des expulsions fonctionnent comme si nous étions toujours en septembre 2025. Seuls 5 % du personnel de la sécurité intérieure ont été mis en congé, contre 89 % à l'EPA et 87 % au ministère de l'Education, pourtant en proie à des difficultés. Pendant ce temps, l'ICE a annoncé qu'en raison de l'énorme afflux d'argent qu'elle a reçu dans le cadre de la récente loi de réconciliation budgétaire, elle n'aura aucun problème à poursuivre ses activités pendant le shutdown.
Pour ne rien arranger, de nombreux travailleurs en congé ont signalé, qu'à leur insu, leurs boîtes mails ont commencé à envoyer des réponses automatiques accusant les Démocrates d'être responsables du shutdown et du fait qu'ils ne sont pas devant leur ordinateur et ne peuvent répondre aux questions des gens. Les sites web des agences gouvernementales ont soumis leurs visiteurs à des messages similaires. Quand on ouvre le site du ministère du Logement, on est accueilli par le message suivant, qui s'affiche d'abord en bleu, avec une bannière rouge sur toute la page : « La gauche radicale du Congrès a forcé le gouvernement au shutdown. Le HUD [l'aide humanitaire, NdT] utilisera les ressources disponibles pour aider les Américains dans le besoin. » Si on se rend sur le site du ministère de l'Agriculture, alors on peut lire : « En raison du shutdown du gouvernement par les Démocrates de la gauche radicale, ce site du gouvernement ne sera pas mis à jour pendant la période d'interruption du financement du budget. Le président Trump a clairement indiqué qu'il souhaitait maintenir le gouvernement en fonction afin de soutenir ceux qui se chargent de nourrir, d'approvisionner en carburant et d'habiller le peuple américain. »
Toute cette propagande flagrante constitue une violation manifeste du Hatch Act, qui interdit l'utilisation de la fonction publique à des fins partisanes. Pourtant, plus le shutdown se prolonge, plus on peut s'attendre à ce que cette administration sans foi ni loi multiplie les coups d'éclat politiques, utilisant tous les outils de son arsenal pour faire passer le message qu'elle a à cœur les intérêts du peuple américain, alors que les Démocrates tiennent le pays en otage d'un programme « extrémiste. » Si l'administration en est finalement réduite à commencer de licencier des milliers d'employés fédéraux, il faut s'attendre à ce que cette mesure vindicative soit également présentée comme une réponse malheureuse mais nécessaire face aux efforts de la « gauche radicale » pour supprimer les services gouvernementaux de base.
Et ce, indépendamment du fait que le Parti républicain contrôle la présidence, les deux chambres du Congrès et qu'il est soutenu par une majorité de droite dure à la Cour suprême ; et ce, indépendamment du fait que les Démocrates ont demandé le rétablissement du financement des subventions assurantielles afin que des millions de familles puissent continuer à accéder aux régimes d'assurance maladie dans le cadre de la loi sur les soins abordables (Affordable Care Act), et que c'est l'intransigeance du GOP sur cette question fondamentale qui fait obstacle à un vote sur le financement de l'État.
Il s'agit d'un shutdown que le GOP devrait être contraint d'assumer. Les Démocrates ne sont en rien responsables de la mise à pied des travailleurs, et ils ne le seront certainement pas davantage si Trump décide de licencier des milliers d'employés de plus dans les jours à venir.

(*) Journaliste freelance et chargé de cours à temps partiel à l'université de Californie à Davis.

Source : Sasha Abramsky, Truthout, 06-10-2025

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ARABIE SAOUDITE

La croissance économique a augmenté de 5% au 3e trimestre

Le PIB saoudien a augmenté de 5% au troisième trimestre 2025 par rapport à la même période de 2024, porté par les activités pétrolières, selon les données provisoires du gouvernement. Les activités pétrolières ont progressé de 8,2%, les secteurs non pétroliers de 4,5% et les services de 1,8%. La croissance attendue pour 2025 est de 4,4% selon le ministère des Finances, et de 4% selon le FMI, grâce à l'assouplissement des réductions de production de l'OPEP+. Le premier exportateur mondial de pétrole est au coeur d'une transformation économique massive pour augmenter la croissance, les revenus non pétroliers et réduire la dépendance aux hydrocarbures. Le ministre de l'Economie avait déclaré mercredi dernier que le pays était engagé dans une restructuration à long terme vers la diversification économique.

FONDS PUBLIC D'INVESTISSEMENT

Le PIF en passe d'atteindre 1 000 milliards de dollars d'actifs d'ici la fin de l'année

Yasir Al-Rumayyan, gouverneur du Fonds public d'investissement (PIF), a déclaré que les actifs du fonds ont triplé depuis 2015, ajoutant que l'objectif d'atteindre 1 000 milliards de dollars d'actifs d'ici la fin de cette année est presque atteint.
Le PIF constitue la pierre angulaire de la Vision 2030 de l'Arabie saoudite. Son effectif est passé d'environ 40 employés en 2015 à quelque 4 000 aujourd'hui, et le fonds dispose désormais de bureaux dans plusieurs grandes capitales mondiales.
Al-Rumayyan a indiqué que le PIF a lancé plus de 100 entreprises dans un large éventail de secteurs afin de combler les lacunes du marché et de stimuler la diversification économique.
Il a révélé qu'une nouvelle stratégie du PIF sera annoncée prochainement, celle-ci étant actuellement dans les dernières étapes d'approbation. Cette stratégie se concentrera sur six secteurs clés : le tourisme, les voyages et le divertissement, le développement urbain, la fabrication avancée et l'innovation, la logistique, l'énergie renouvelable et NEOM.
Cet axe stratégique, a-t-il souligné, permettra au fonds de hiérarchiser ses investissements selon des calendriers précis : « Nous ne voulons pas aborder tous les investissements avec le même niveau de priorité, » a-t-il ajouté.
Al-Rumayyan a également mis en avant le succès du PIF dans la relance de la King Abdullah Economic City, qui fait partie de son portefeuille. Il a expliqué que le PIF a augmenté sa participation de minoritaire à majoritaire, transformant une entreprise restée largement inactive pendant près de deux décennies en un pôle dynamique attirant ports, entreprises et industries automobiles, entre autres.

EGYPTE

Le pays a accueilli 17,4 millions de touristes en 2024-2025

L'objectif est d'attirer 19 millions de touristes et d'atteindre 193 millions de nuitées d'ici juin 2026 dans le cadre de la stratégie à long terme visant 30 millions de visiteurs par an d'ici 2030.

Le ministère de la Planification et du Développement économique a publié, jeudi 30 octobre, un rapport annonçant une croissance de 17,3 % du secteur du tourisme au cours de l'exercice 2024/2025, à quelques jours de l'inauguration du Grand Musée Egyptien (GEM). La ministre Rania El-Mashat a souligné que « le trafic touristique entrant en Egypte a connu une croissance de 23 % au cours de la période 2019-2024, permettant à l'Egypte de se hisser au sixième rang mondial des destinations touristiques les plus performantes ». L'Egypte a accueilli 17,4 millions de visiteurs sur l'exercice 2024/2025, contre 15 millions l'année précédente et le nombre de nuits passées dans le pays a bondi à 179 millions, contre 154 millions auparavant, grâce à des investissements massifs dans les infrastructures et à une meilleure capacité d'accueil, a indiqué le communiqué. Les recettes du secteur ont également progressé de 16,3 %, atteignant 16,7 milliards de dollars, contre 14,4 milliards l'année précédente, d'après le rapport de la Banque Centrale d'Egypte (BCE).

Des investissements pour 2025/2026

Le plan de développement économique et social 2025/2026 prévoit une augmentation de 60,5 % des investissements destinés au secteur du tourisme et des antiquités, pour atteindre 116,2 milliards de livres égyptiennes, contre 72,4 milliards l'année précédente.
Le secteur privé en assurera la quasi-totalité, avec 115,6 milliards de livres, soit près de 99,5 % du total.
L'objectif est d'attirer 19 millions de touristes et d'atteindre 193 millions de nuitées d'ici juin 2026, dans le cadre d'une stratégie à long terme visant 30 millions de visiteurs par an d'ici 2030.

Un rôle central dans la stratégie nationale

Pour la ministre Al-Mashat, le tourisme reste « l'un des principaux piliers du modèle économique égyptien », tel que défini dans la Narrative nationale pour le développement économique.
Le Grand Musée Egyptien, considéré comme le plus grand musée dédié à une civilisation, illustre cette ambition. C'est un projet culturel et symbolique qui relie l'héritage pharaonique aux efforts de modernisation menés sous la présidence d'Abdel Fattah Al-Sissi.
Selon la ministre, ce musée « n'est pas seulement un lieu d'exposition, mais une vitrine ouverte sur la civilisation égyptienne et un pont entre passé et présent ». Les visiteurs européens représentent la majorité des arrivées touristiques, soit 58 % du total (14,9 millions), suivis par ceux du Moyen-Orient (22,3 %), de l'Amérique du Nord (4 %) et d'autres régions (15,7 %).
Les principales nationalités visitant l'Egypte en 2024 étaient les Allemands, les Russes et les Saoudiens.
A Gizeh, le gouverneur Adel El Naggar a annoncé que le taux d'occupation des hôtels dépassait 100 % avant même l'ouverture du Grand Musée, signe de l'engouement exceptionnel suscité par cet événement.
Avec la modernisation continue de ses infrastructures, notamment la construction d'un nouveau terminal à l'aéroport du Caire capable d'accueillir 30 millions de passagers supplémentaires par an, l'Egypte consolide sa position de leader touristique régional.

QATAR

L'Association des femmes d'affaires discute du renforcement de son partenariat avec le Web Summit

L'Association des femmes d'affaires du Qatar (QBA) a examiné les possibilités de collaboration avec l'équipe du Web Summit ainsi que le développement de partenariats et sa participation à la prochaine édition du sommet, prévue en 2026 à Doha.
Cette rencontre a eu lieu entre Mme Aisha Hussein Al-Fardan, vice-présidente de la QBA, et Mme Dima Wahba, directrice générale adjointe du Web Summit Qatar. L'importance du partage d'expertise dans les domaines de l'innovation et des technologies a été soulignée.
Mme Aisha Hussein Al-Fardan a affirmé que cette rencontre illustre l'engagement de l'association à renforcer sa présence lors des grands événements internationaux organisés par l'État du Qatar, notamment le Web Summit, considéré comme l'un des rassemblements technologiques et innovants les plus importants au monde.
Elle a précisé que la collaboration de l'association avec des plateformes internationales telles que le Web Summit vise à renforcer le potentiel des femmes qataries et leur présence dans l'économie numérique et l'innovation technologique. Ce partenariat permet aux entrepreneures d'acquérir de l'expérience dans les technologies modernes et de développer leurs projets grâce à des méthodes numériques innovantes. Mme Dima Wahba a salué le rôle prépondérant de la QBA dans le soutien et l'autonomisation des femmes et a souligné que la collaboration reflète l'engagement du Web Summit à promouvoir la diversité et l'inclusion, notamment via l'initiative « Web Summit Women in Tech », visant à accroître la représentation des femmes dans le secteur technologique.
Le directeur général adjoint du Web Summit Qatar a noté que ce partenariat met en lumière les réussites des femmes qataries et leur expérience pionnière en matière d'innovation et d'entrepreneuriat, enrichissant ainsi le contenu du sommet et renforçant la position du Qatar comme pôle d'excellence régional.
La réunion s'est conclue en insistant sur la poursuite de la coopération et des efforts conjoints en vue de la participation de premier plan de l'Association au Web Summit 2026, contribuant à stimuler l'innovation et à autonomiser les femmes qataries dans les domaines de l'entrepreneuriat et de la technologie.

TUNISIE

Reprise modeste avec 1,9% de croissance

Durant les premiers mois de l'année 2025, l'économie tunisienne s'est distinguée par sa capacité à résister aux différents chocs externes, malgré une conjoncture économique fragile.
Cette résilience se reflète à travers plusieurs indicateurs, tels que l'amélioration du rythme de croissance, la baisse du taux d'inflation et la révision positive de la notation souveraine du pays, selon une analyse présentée dans le rapport du ministère des Finances sur le projet de budget de l'État pour 2026.
Malgré une conjoncture économique fragile, l'économie tunisienne a montré une certaine résilience durant les premiers mois de 2025. Cette solidité relative se manifeste par une amélioration du rythme de croissance, une baisse du taux d'inflation et une révision positive de la notation souveraine du pays, selon le rapport du ministère des Finances sur le projet de budget de l'État pour 2026.
Il faudra savoir aussi que les avoir nette en devise enregistrer une bonne croissance donc cela démontre que l'économie tunisienne résiste et en train aussi d'ailleurs d'enregistrer des performances qui jadis n'ont pas été vu ou bien n'ont pas été enregistré depuis quelques années déjà. En 2024 le pays n'a enregistré qu'une faible croissance de 1,4 % d'après un rapport de la Banque mondiale . Les perspectives pour 2025 s'annoncent toutefois un peu plus favorables, avec un taux de croissance prévu à 1,9 %, confirmé également par la Banque africaine de développement. Cette amélioration modérée s'explique notamment par la reprise progressive de l'agriculture, soutenue par de meilleures conditions climatiques et par le redressement du tourisme.
C'est encouragé il faudra que le gouvernement tunisien et les autorités tunisiennes continuent dans cette lancée pour que la Tunisie sorte justement de ces douloureuses années qui ont marquées son économie surtout dans le domaine touristique et dans les industries de pointe.
Dans ce pays d'Afrique du nord l'inflation poursuit sa décrue, s'établissant à 5,6 % en avril 2025, un niveau proche de celui observé avant la pandémie.
Malgré ces signaux positifs, la croissance tunisienne reste inférieure à la moyenne régionale, soulignant la fragilité persistante de l'économie. Les autorités tunisiennes devront ainsi poursuivre leurs efforts pour consolider cette reprise et renforcer la stabilité macroéconomique du pays.

AVIONS AU SOL, MANQUE DE PIÈCES DÉTACHÉES…

L'aviation africaine subit la crise mondiale d'approvisionnement

Les difficultés actuelles dans la chaîne d'approvisionnement aéronautique mettent en exergue les défis structurels dans l'aviation civile africaine. Selon l'IATA, ils peuvent être relevés avec des politiques de coopération et d'investissement dans une chaîne de valeurs intégrée et résiliente face aux turbulences mondiales.

L'industrie aéronautique mondiale connait depuis quelques mois un déficit de production qui peut coûter plus de 11 milliards USD au secteur en 2025, selon une étude effectuée par l'IATA (Association du transport aérien international) et le cabinet de conseil Oliver Wyman. Une situation qui affecte particulièrement les transporteurs africains, confrontés à de faibles marges et à une dépendance structurelle vis-à-vis des constructeurs et fournisseurs étrangers.

Le rapport intitulé « Reviving the Commercial Aircraft Supply Chain » (Redynamiser la chaîne d'approvisionnement des avions commerciaux), rappelle les retards persistants dans la production de nouveaux appareils et de pièces détachées. Des blocages qui obligent les compagnies aériennes à prolonger l'exploitation de vieux avions, qui consomment plus de carburant et plus coûteux à la maintenance. Pour celles du continent africain, ces perturbations ont des conséquences directes sur les opérations quotidiennes et les plans d'expansion. L'IATA estime que 4 facteurs déterminent l'essentiel des pertes : le surcoût du carburant (4,2 milliards USD), la hausse des dépenses de maintenance (3,1 milliards USD), l'augmentation des loyers de moteurs et d'avions (2,6 milliards USD) et les coûts de stockage des pièces (1,4 milliard USD).

Des transporteurs africains contraints de revoir leurs ambitions

Air Algérie, qui avait annoncé un plan d'acquisition de 16 nouveaux avions, n'a toujours pas reçu ses premières livraisons, prévues pour avril 2025. La compagnie les espère désormais pour novembre, et ce décalage affecte d'ores et déjà son calendrier d'ouvertures de lignes internationales. Ethiopian Airlines, considérée comme le leader des transporteurs africains, n'est pas épargné. En août 2024, son DG Mesfin Tasew déclarait à Bloomberg que la compagnie avait dû recourir à la location d'avions supplémentaires pour pallier les retards de production chez le constructeur américain Boeing.

Kenya Airways a attribué une partie de ses pertes au premier semestre 2025 à l'indisponibilité d'une partie de sa flotte. 3 de ses 9 Boeing 787-8 sont en effet restés immobilisés plusieurs mois en raison de la pénurie mondiale de pièces détachées et du manque de capacités de révision des moteurs General Electric GEnx-1B70. Les cas de ces importantes compagnies illustrent l'envergure du problème, dont l'impact pourrait être plus significatif chez les transporteurs d'envergure un peu moindre, comme RwandAir, Air Côte d'Ivoire ou Air Sénégal, qui recourent souvent au leasing pour étoffer leurs flottes.

Une dépendance structurelle qui fragilise l'aviation africaine

Ces exemples mettent en exergue une réalité bien connue dans le secteur : la dépendance de l'Afrique aux chaînes de production et de maintenance extérieures. Peu de pays sur le continent disposent d'infrastructures de production ou de MRO (maintenance, réparation et révision) de standard international, ce qui oblige les compagnies à envoyer leurs appareils en Europe, au Moyen-Orient ou en Asie pour l'entretien. Cette dépendance accroît les coûts logistiques et allonge les délais d'immobilisation, surtout en période de pénurie de pièces et de capacités industrielles.

Selon l'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA), la flotte commerciale africaine comptait 695 avions en 2023, aucun n'étant fabriqué localement et la plupart étant réparés à l'étranger. D'après ses estimations, 1650 nouvelles livraisons sont prévues au cours des 20 prochaines années.

À cela s'ajoute le prix élevé du kérosène, 17 % plus cher en Afrique qu'ailleurs selon l'IATA, les taxes et redevances 12 à 15 % plus élevées, ainsi que les coûts d'assurance excédant de 6 à 10 % la moyenne mondiale. Un ensemble d'éléments limitant les marges des compagnies africaines, qui en 2024, ont gagné en moyenne à peine 1 $ par passager transporté, contre plus de 27 $ au Moyen-Orient et une moyenne mondiale de 7,2 $.

Des leviers pour renforcer la résilience africaine

Face à la crise, l'IATA invite les acteurs du secteur à ouvrir davantage le marché secondaire, à améliorer la transparence des chaînes d'approvisionnement et à accroître les capacités locales de réparation et de fabrication. Ces recommandations valent particulièrement pour l'Afrique, où plusieurs initiatives émergent déjà. Ethiopian Airlines investit dans son centre MRO d'Addis-Abeba, tandis que le Maroc et l'Afrique du Sud développent des zones industrielles aéronautiques axées sur la sous-traitance et la maintenance.

Des initiatives qui peuvent consolider une chaîne de valeur en gestation, grâce à des partenariats régionaux permettant une mutualisation des stocks de pièces détachées et la formation de techniciens spécialisés, deux maillons essentiels pour réduire la dépendance extérieure.

À moyen terme, la croissance soutenue du trafic aérien africain, estimée à 3,7 % par an en moyenne d'ici 2043, rend impératif le renforcement de la résilience industrielle et logistique du secteur. Comme le souligne Willie Walsh, le DG de l'IATA, « il n'existe pas de solution simple à la crise actuelle, mais la transparence, la coopération et l'ouverture du marché secondaire peuvent apporter un réel soulagement ».

AU BURKINA FASO

Le CIGAF 2025 célèbre l'unité dans la diversité gastronomique mondiale

Dans un contexte où l'Afrique cherche à valoriser ses talents et son patrimoine, un festival culinaire à Ouagadougou met en lumière la gastronomie comme levier économique et moteur d'échanges culturels et internationaux.

Depuis le lundi 27 octobre et jusqu'au samedi 1er novembre, Ouagadougou accueille la deuxième édition du Carrefour international de la gastronomie du Faso (CIGAF 2025). Placé sous le thème « La gastronomie, vecteur de valorisation culturelle et d'unité des peuples », l'événement réunit pendant six jours des chefs, restaurateurs et exposants venus de plus de 26 pays d'Afrique, d'Europe et d'Asie.

Le programme comprend des expositions, concours de cuisine et de pâtisserie, démonstrations culinaires, master class et conférences sur la nutrition, la transformation locale et l'entrepreneuriat. Ces activités visent à favoriser les échanges de savoir-faire, la découverte de nouvelles saveurs et le développement de partenariats dans les métiers de bouche.

Selon Benjamin Compaoré (photo), président du comité d'organisation, le CIGAF « devient une plateforme de diplomatie gastronomique, un pont entre les peuples et un symbole d'unité dans la diversité ».

Pour Moussa Dicko, représentant du ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme, cette initiative illustre la capacité de la gastronomie à relier cultures et générations. « À travers la cuisine, nous parlons de résilience, de solidarité et de transmission. Chaque concours, chaque master class est un investissement dans l'avenir », a-t-il déclaré en marge de la cérémonie d'ouverture de l'événement.

Cette célébration intervient toutefois dans un contexte mondial marqué par une érosion progressive du patrimoine culinaire traditionnel. Selon l'UNESCO, plus de 135 éléments liés à la cuisine et aux savoir-faire alimentaires issus de 88 pays figurent sur la liste du patrimoine culturel immatériel, signe à la fois de leur richesse et de leur fragilité. La standardisation alimentaire, la perte des savoir-faire locaux et les effets du changement climatique menacent de nombreuses traditions gastronomiques, notamment en Afrique rurale, où certaines pratiques ancestrales tendent à disparaître faute de transmission, selon une étude publiée en janvier 2025 par MPDI (Multidisciplinary Digital Publishing Institute).

AVEC 2 NOUVEAUX CHAMPS OFFSHORES

Gabon renforce sa participation dans son secteur pétrolier

L'exploitation du brut au Gabon était jusqu'ici largement dominée par des multinationales comme BW Energy et Perenco, et le gouvernement souhaite désormais accroître la part de sociétés locales.

Le jeudi 30 octobre 2025 à Libreville, le ministre gabonais du Pétrole et du Gaz Sosthène Nguema Nguema, et le DG de Gabon Oil Corporation (GOC), Marcellin Simba Ngabi, ont signé, selon des informations rapportées par des médias locaux, un contrat d'exploration et de partage de production pour les champs offshores Konzi et Ayol, désignés « Konzi–Ayol n° G5-146 ».

Ces sources révèlent que la GOC se voit attribuer directement l'exploitation de ces deux actifs de l'offshore gabonais, moins de trois semaines après celle du permis Dinonga-Irondou, obtenu le 10 octobre 2025.

Ceci illustre une ambition de l'État de positionner la société nationale au premier plan dans son secteur pétrolier. Pour le ministère du Pétrole, ces accords traduisent « la volonté du gouvernement de replacer la valeur nationale au centre de l'industrie pétrolière ».

Les accords surviennent alors que la production nationale est passée à 2,873 millions de tonnes (soit 20,9 millions de barils) au premier trimestre 2025, contre 2,995 millions t (21,9 millions de barils) un an auparavant, toujours d'après la presse locale, soit une baisse d'environ 4 %. Dans ce contexte, la stratégie gouvernementale vise à stabiliser la production tout en renforçant le contrôle public sur les actifs stratégiques. Ces initiatives s'inscrivent dans le plan de souveraineté énergétique engagé par les autorités.

D'après des données de la Banque mondiale, le pétrole demeure un pilier de l'économie gabonaise. En 2023, sa contribution au PIB était estimée à entre 23 % et 24,2 %, et les recettes pétrolières représentaient environ 10,5 % du total des revenus publics. La montée en puissance de la société publique survient alors que l'État cherche à relancer sa production. Des mémorandums d'entente ont été signés avec des multinationales comme BP et ExxonMobil pour explorer de nouveaux gisements en eaux profondes, dans un domaine offshore qui reste à près de 70 % inexploré, selon les autorités.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Sixième mois de hausse à Wall Street

Rencontre entre Xi Jinping et Donald Trump, résultats d'entreprises et réunions de banques centrales : la semaine a été dense pour les investisseurs. Toutefois, les variations sont limitées au niveau des indices. Wall Street termine dans le vert, grâce aux bons résultats des grandes valeurs de la tech, tandis que l'Europe finit en légère baisse.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops :

Tenaris +11,34 % : le spécialiste des tubes pour l'industrie pétrolière est soutenu par des marges élevées et une solide génération de trésorerie malgré la baisse des prix du baril. Un ralentissement est toutefois attendu en fin d'année sous l'effet des coûts et de la baisse de l'activité de forage. Les perspectives sont cependant confirmées.

Straumann +12,3 % : le troisième trimestre du leader des implants dentaires a été solide. Le ralentissement en Chine n'empêche pas de confirmer les prévisions annuelles. Le Suisse a également renforcé son activité d'orthodontie via un partenariat avec le chinois Smartee et une collaboration avec DentalMonitoring, une entreprise française spécialisée dans les technologies de suivi à distance des traitements dentaires et orthodontiques.

Amazon +8,92 % : le géant du commerce en ligne et du cloud dépasse largement les attentes. Les résultats ont été dopés par la demande en intelligence artificielle avec AWS. Le e-commerce a également progressé dans toutes les zones géographiques. Les perspectives sont encore relevées.

Nokia +9,94 % : Nvidia va prendre 2,9% de l'équipementier réseaux finlandais, en complément d'un partenariat autour de l'intelligence artificielle et la 6G. Le titre du finlandais a quasiment doublé depuis août.

Jeronimo Martins +10,48 % : l'acteur portugais de la grande distribution reste solide grâce aux performances de ses filiales Biedronka en Pologne et Ara en Colombie. Les revenus et la rentabilité progressent malgré l'environnement concurrentiel et la pression sur les coûts.

GSK +9,91 % : le laboratoire pharmaceutique britannique a publié des résultats trimestriels supérieurs aux attentes grâce à la forte croissance de ses traitements contre le VIH, l'asthme, le lupus et plusieurs cancers, ainsi que par la bonne performance de ses vaccins hors des Etats-Unis. Les prévisions annuelles sont revues à la hausse.

Alphabet +8,18 % : la maison mère de Google et de YouTube est bien orientée grâce à la croissance de la publicité en ligne et de Google Cloud qui est stimulée par la demande en intelligence artificielle. Le groupe va accélérer ses investissements pour l'IA.

Sandoz +7,52 % : le spécialiste des génériques et biosimilaires poursuit sa belle dynamique. Les biosimilaires sont désormais plus rentables et en expansion dans toutes les régions. Les objectifs de marges sont relevés. Le portefeuille et le pipeline sont très étoffés.

Flops :

WPP -20,38 % : le prestataire de service de communication a publié des résultats catastrophiques. Le groupe a abaissé ses prévisions de chiffre d'affaires en tablant désormais sur une décroissance de 5.5% à 6% contre -3% à -5% précédemment.

Cigna -19,01 % : l'assureur santé a prévenu jeudi que ses marges seraient sous pression au cours des deux prochaines années, car sa division de gestion des prestations pharmaceutiques (celle qui gère l'achat et le remboursement des médicaments pour les assurés) va changer de modèle économique.

Kongsberg -12,28 % : le groupe de défense norvégien n'a pas réussi à atteindre les attentes élevées du troisième trimestre. Les investisseurs sont exigeants avec ces dossiers richement valorisés depuis qu'ils sont devenus la coqueluche des marchés. En parallèle, Kongsberg a annoncé un projet de cotation de sa branche navale à Oslo. Kongsberg Gruppen conserverait ses activités de défense, d'aérospatiale et d'exploration océanique.

Adidas -12,59 % : malgré des résultats encourageants, l'équipementier sportif se veut prudent vis-à -vis du marché américain ou les commandes des détaillants ralentissent à cause des droits de douane.

Roblox -10,95 % : le studio américain à l'origine du jeu éponyme a dévoilé une publication mitigée notamment sur le revenu moyen par utilisateur actif quotidien. D'importants investissements sont prévus dans la sécurité et l'infrastructure.

Meta -12,19 % : la maison mère de Facebook, Instagram et Whatsapp annonce revoir à la hausse ses prévisions de dépenses, un sujet qui inquiète les investisseurs alors que ces derniers veulent que l'IA produise plus de bénéfices.

Telenor -8,17 % : L'opérateur télécom norvégien a légèrement déçu malgré une solide performance sur la période. La région nordique reste le principal moteur de croissance.

Symrise -12,27 % : le spécialiste des parfums et des arômes a présenté des chiffres inférieurs aux attentes. Les consommateurs sont prudents alors que la concurrence est intense avec Givaudan.

Matières premières

Pétrole : Les discussions commerciales entre les États-Unis et la Chine ont abouti à un accord provisoire, prévoyant une réduction des droits de douane et la reprise des achats de soja américain par la Chine. Bien que cet accord soit perçu positivement pour l'économie mondiale et donc pour la demande de pétrole, le marché semble dubitatif quant à son impact majeur sur les prix du brut, surtout après que les États-Unis ont permis à la Chine de continuer d'acheter du pétrole russe malgré les sanctions annoncées. Justement, au sujet du pétrole russe, les sanctions américaines contre la Russie n'ont pas provoqué de perturbations majeures dans l'approvisionnement, car la Russie continue de vendre du pétrole à des pays clés comme la Chine et l'Inde. Parallèlement, l'attention du marché se dirige vers la réunion de l'OPEP+ prévue dimanche. Le groupe devrait annoncer une légère augmentation de la production de 137 000 barils par jour en décembre, conformément aux attentes. Cette augmentation, bien que modeste, pourrait accentuer le sentiment baissier persistant, avec un surplus prévu pour 2026. Au niveau des prix, le Brent s'échange en baisse à 64,8 USD, contre 61,10 USD pour le WTI.

Métaux : Les cours du cuivre à Londres – livraison 3 mois – culminent à près de 11 000 USD la tonne métrique. La dynamique demeure haussière, c'est principalement lié aux inquiétudes concernant l'offre mondiale. Les signes de baisse de production chez plusieurs grands producteurs miniers entretiennent cette pression. Du côté des métaux précieux, l'once d'or recule cette semaine et flirte avec la barre symbolique des 4000 USD. Malgré cette baisse récente, l'or demeure en hausse de plus de 50% depuis le premier janvier, soutenu par une forte demande des ETF et des achats des banques centrales. A court terme, le ton restrictif de la Fed et la réduction des attentes concernant une future baisse des taux ont renforcé le dollar, rendant l'or plus coûteux pour les acheteurs étrangers.

Produits agricoles : Les céréales s'offrent un rebond à Chicago suite à l'annonce que la Chine achèterait chaque année 25 millions de tonnes de soja américain pendant trois ans. En parallèle, le marché reste privé de prévisions. Le département américain de l'Agriculture n'a pas publié son rapport hebdomadaire sur les ventes à l'exportation en raison de la fermeture du gouvernement fédéral. Le boisseau de blé (livraison décembre 2025) s'échange en légère hausse à 525 cents, le maïs progresse à 420 cents et le soja (livraison janvier 2026) bondit à 1106 cents.

Macroéconomie

Macro : Comme attendu, la Fed a baissé ses taux de 25 points de base cette semaine. L'autre annonce importante est la fin de la réduction du bilan au 1er décembre. Jerome Powell a un peu calmé les ardeurs des investisseurs en indiquant qu'une nouvelle baisse en décembre est loin d'être une "conclusion inévitable". Résultat, les taux se sont tendus. Le 10 ans américain a repris une dizaine de points pour revenir autour des 4.1%. Cette communication de la Fed est aussi le résultat du shutdown : en l'absence de statistiques économiques, difficile de savoir où en est l'économie américaine. En zone euro, les chiffres du PIB sont ressortis au-delà des attentes, notamment grâce aux exportations. Une bonne tenue de la croissance qui permet à la BCE de maintenir ses taux d'intérêt inchangés.

Crypto : Le bitcoin chute de 4% cette semaine et repasse sous le seuil des 110 000 USD. Une baisse qui se fait également ressentir du côté des ETF Bitcoin Spot, avec plus de 600 millions USD évaporés de ces produits boursiers depuis lundi. Les investisseurs avaient les yeux rivés sur Strategy cette semaine, alors que S&P a attribué à l'entreprise la note B- pour sa dette, une catégorie spéculative présentant un risque de défaut élevé. Ces dernières années, la société, devenue un véhicule coté de détention de bitcoins, finance ses achats via de la dette convertible et des émissions d'actions. À mi-2025, elle détenait environ 70 milliards USD de BTC pour 15 milliards USD de dette et d'actions préférentielles, mais disposait de peu de liquidités en dollars et d'un cash-flow opérationnel négatif. S&P pointe une asymétrie de devise : des actifs en BTC mais des dettes, intérêts et dividendes en USD, ce qui expose l'entreprise à une crise de liquidité si le BTC baisse ou si l'accès au marché se resserre. Le titre MSTR s'échange actuellement à 273 USD, en recul de 46% depuis son sommet historique.

Octobre s'achève sur un bilan positif pour les marchés actions. C'est le sixième mois consécutif de gains pour les Etats-Unis et le quatrième pour l'Europe. L'agenda de la semaine prochaine compte encore beaucoup de résultats d'entreprises. Aux Etats-Unis, Palantir, AMD, McDonald's et Airbnb sont programmées. En Europe, place à BP Plc, Novo Nordisk, AstraZeneca, Rheinmetall, Zurich Insurance ou Engie. Le flou règne en revanche toujours sur l'agenda macroéconomique à cause du shutdown aux Etats-Unis, qui empêche la publication de la majorité des indicateurs. Le blocage de l'administration fédérale américaine dure maintenant depuis un mois. Deux banques centrales majeures ajusteront leur politique monétaire. La Banque d'Australie et la Banque d'Angleterre devraient maintenir leurs taux directeurs inchangés, car les deux pays sont confrontés à une accélération de l'inflation.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 31 Octobre 2025
Valeur : 04 Novembre 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.3656	130.3806
1	EUR	EURO	150.6896	150.7330
1	GBP	POUND STERLING	171.3308	171.3505
100	JPY	JAPANESE YEN	84.4829	84.4981
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3232	18.3266
1	CHF	SWISS FRANC	162.3886	162.4883
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.1050	93.1357
1	DKK	DANISH KRONE	20.1804	20.1840
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8000	13.8039
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.9597	12.9634
1	AED	UAE DIRHAM	35.4910	35.4999
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.7605	34.7663
1	KWD	KUWAITI DINAR	425.0590	425.2466
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.9793	44.4213
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0913	14.0929
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8953	24.0178
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2649	3.2751
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.3040	177.3040

ESPAGNE

Léger ralentissement de la croissance, qui reste dynamique

Un léger ralentissement, mais une dynamique qui se confirme à rebours du reste de la zone euro: la croissance de l'économie en Espagne a atteint 0,6% au troisième trimestre, profitant d'un contexte porteur qui suscite toujours l'admiration de ses voisins européens en difficulté.

Cette première estimation publiée mercredi par l'Institut national des statistiques (INE) place l'Espagne en bonne position pour atteindre les 2,7% de croissance attendus en fin d'année par le gouvernement du Premier ministre socialiste, Pedro Sánchez.
Au deuxième trimestre la croissance avait atteint 0,8% et 0,6% entre janvier et mars, notamment grâce à une forte progression de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises, sans compter l'activité touristique.
Entre juillet et septembre, c'est la demande intérieure qui a ainsi tiré la hausse du produit intérieur brut (PIB), la demande extérieure baissant de son côté.
Le chiffre annoncé mercredi par l'INE, malgré ce léger ralentissement, confirme le dynamisme de l'économie espagnole, à l'inverse de la zone euro, où les analystes de FactSet attendent pour ce trimestre seulement une croissance de 0,1%.
Depuis de longs mois maintenant, l'Espagne se distingue en effet du reste de la zone euro, où les principales économies - Allemagne, France... - font face à d'importantes difficultés (politiques, industrielles...).
Les données publiées par l'INE "maintiennent l'économie espagnole en territoire positif et marquent une croissance différente de celle de l'économie européenne", relève ainsi auprès de l'AFP Manuel Hidalgo, économiste et chercheur au Centre de politiques économiques à l'Esade Business School.
Il dit toutefois noter une "divergence entre emploi et productivité" typique de "la reprise (économique) espagnole" qu'il faudra suivre dans les prochains mois en cas de ralentissement prolongé: "davantage de personnes en emploi, mais sans amélioration significative de la productivité".

Vent en poupe

Dans ce contexte économique jugé favorable par l'ensemble des acteurs, l'exécutif de gauche à Madrid avait revu à la hausse mi-septembre ses prévisions de croissance du PIB du pays pour l'ensemble de l'année 2025, à 2,7% contre 2,6% auparavant.
Cette prévision est proche de celle du Fonds monétaire international (FMI), qui a revu mi-octobre ses attentes de croissance pour le pays à 2,9%, (+0,4 point par rapport à juillet), avant une hausse de 2% en 2026, un rythme bien supérieur à celui des autres pays de la zone euro.
Car l'époque où l'Espagne subissait la crise de 2008 et ses contrecoups — avec un chômage frôlant les 27% début 2013 — puis la chute brutale de l'activité lors de la pandémie de Covid semble désormais révolue.
Le pays profite actuellement de la manne apportée par le tourisme (plus de 22 millions de visiteurs étrangers au total entre juillet et août), de l'investissement des entreprises, notamment étrangères à Madrid, ainsi que de la consommation des ménages.
Le gouvernement insiste également régulièrement sur le besoin d'intégrer sur le marché du travail des centaines de milliers de travailleurs étrangers --notamment d'Amérique latine-- pour compenser le vieillissement de la population active.
Cette bonne santé qui suscite l'admiration des voisins européens lui permet d'afficher un taux de chômage quasiment au plus bas depuis 2008 (mais toujours le plus élevé dans l'UE), à 10,45% au troisième trimestre, et un déficit tout près des limites autorisées par Bruxelles. L'inflation s'établissait, elle, à 3% en septembre sur un an, selon l'INE.

RENCONTRES DE L'AVENIR

Quelles perspectives pour l'UE ?

L'essayiste et économiste Nicolas Bouzou résume d'une phrase l'enjeu des 27 pays européens : « Les allers-retours entre Trump et Poutine depuis le début de l'année, ça nous oblige à réfléchir sur la stratégie de puissance de l'UE. » De l'Europe, des questions géostratégiques, de l'impact sur le business international, il sera question lors des 8es Rencontres de l'avenir, du 7 au 9 novembre à Saint-Raphaël (Var).
Plusieurs personnalités sont attendues. Ahmad Massoud, fils du commandant et devenu le chef de file de l'opposition afghane, sera l'un des invités d'honneur, en compagnie de David Martinon, ancien ambassadeur de France à Kaboul, présent lors du retour au pouvoir des talibans.
Sur la question européenne, le commissaire français Stéphane Séjourné viendra débattre de l'avenir de l'UE en compagnie de l'ancien chef de gouvernement italien Enrico Letta, de Benjamin Haddad, actuel ministre délégué chargé des Affaires européennes, ainsi que de Clément Beaune, ex-secrétaire d'État à l'Europe et actuel haut-commissaire au Plan.

FRANCE

L'inflation ralentit à 1,0 % en octobre, selon l'Insee

L'Insee annonce que les prix à la consommation ont progressé de 1,0 % sur un an en octobre 2025, contre 1,2 % en septembre.
Dans un communiqué publié ce vendredi, l'Institut national de la statistique souligne que ce ralentissement s'explique par une baisse plus marquée des prix de l'énergie, en particulier du gaz et des produits pétroliers, ainsi qu'un ralentissement des prix de l'alimentation.
L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), utilisé pour les comparaisons européennes, s'établit à +0,9 % sur un an, contre +1,1 % le mois précédent.
En variation mensuelle, les prix repartent légèrement à la hausse avec +0,1 % en octobre, après une baisse de 1,0 % en septembre. Les prix des services, notamment ceux des transports, ont augmenté, tandis que les prix de l'énergie et de l'alimentation ont continué de diminuer. Les prix du tabac sont restés stables.
Dans le détail, les prix de l'énergie ont chuté de 5,6 % sur un an, et les produits frais de 2,2 %, selon les estimations provisoires. En revanche, les prix des services restent dynamiques (+2,4 %), de même que ceux du tabac (+4,1 %).
À titre de comparaison, l'OCDE estimait dans son dernier rapport que l'inflation annuelle en France serait limitée à 2,6 % pour l'ensemble de 2025, en baisse sensible par rapport à 2022 et 2023, confirmant une désinflation progressive dans la zone euro.

FRANCE/BUDGET

Le ministre de l'Économie met en garde contre «la sorcellerie fiscale»

Plaidant pour «un budget de compromis» qui reflète «un équilibre entre sérieux budgétaire et stabilité politique», Roland Lescure a prévenu : «Tout n'est pas acceptable». Le ministre de l'Économie Roland Lescure a mis en garde contre «la sorcellerie fiscale» des mesures «inopérantes» votées par les députés à l'occasion de l'examen du budget, dans une interview à paraître dans La Tribune Dimanche . Depuis le début de l'examen du projet de budget 2026 à l'Assemblée nationale, les députés ont adopté une série de mesures visant notamment à taxer davantage les entreprises. Plaidant une nouvelle fois pour «un budget de compromis» qui reflète «un équilibre entre sérieux budgétaire et stabilité politique», Roland Lescure a toutefois prévenu: «Tout n'est pas acceptable».
«Cette semaine ont été votées des mesures, peut-être liées à la perspective d'Halloween, totalement inopérantes !», a-t-il noté, citant une taxe sur les bénéfices des multinationales «inapplicable».
Il y voit de «la sorcellerie fiscale». «On peut décider en théorie d'exporter notre problème de déficit et de vouloir faire payer le monde entier. Mais en pratique, ce n'est tout simplement pas possible. (...) À ceux qui disent 'on va avoir 30 milliards d'euros de recettes magiques', je réponds: 'Nous aurons 30 milliards d'ennuis magiques'», a-t-il ajouté.
Concernant le pacte Dutreil, un dispositif permettant d'alléger la fiscalité lors des transmissions familiales d'entreprises, le ministre de l'Économie a appelé à ne pas «brader les entreprises françaises». «Le pacte Dutreil est un outil essentiel de la préservation du capitalisme familial à la française.
Il est utile. Mais est-ce qu'on peut corriger, ici ou là, des excès qui sont relevés par certains ? Regardons-y ! En revanche, si le résultat de ce qui sera voté à l'Assemblée aboutit à brader les entreprises françaises, on se tirerait une balle dans le pied», a-t-il déclaré.
Cette niche fiscale, qui sera débattue à l'Assemblée nationale, est critiquée par le PS notamment, qui y voit un moyen pour diminuer les droits de succession lors des héritages. Elle aurait engendré une perte de recettes fiscales de 5,5 milliards d'euros en 2024, selon Le Monde, qui a consulté une synthèse d'un rapport de la Cour des comptes à paraître dans les prochaines semaines.
Selon un calcul de la ministre des Comptes publics Amélie de Montchalin, les mesures votées jusqu'ici relèvent le taux de prélèvements obligatoires à 45,1% du produit intérieur brut (PIB), «plus qu'en 2013 où il était à 44,8%». Cela n'intègre pas l'impôt sur la fortune improductive voté vendredi soir, qui n'est pas encore chiffré.

PLUS C'EST GROS, PLUS ÇA PASSE POUR LE P.-D.G. DE NVIDIA QUAND IL S'AGIT D'IA

“Un marché à 100 000 milliards de dollars”

C'est l'histoire d'un homme qui voit les choses en grand, très grand. Pour Jensen Huang, le patron de NVIDIA, l'intelligence artificielle n'est pas un marché, c'est un nouvel ordre économique mondial de 100 000 milliards de dollars, rien que ça.

Jensen Huang, reconnaissable à son éternelle veste en cuir, est actuellement sur le toit du monde technologique. Son entreprise NVIDIA vient de devenir la première de l'histoire à franchir le cap astronomique des 5 000 milliards de dollars de valorisation. Depuis le sommet de l'APEC en Corée du Sud, il promet que ce n'est qu'un début, avec un gâteau de 100 000 milliards qui attendrait l'industrie. Une prophétie qui sonne comme une douce musique aux oreilles des investisseurs, mais qui fait aussi grincer quelques dents.

La prophétie du « cycle vertueux »

Pour justifier ces chiffres qui donnent le tournis, le dirigeant a sa propre théorie : celle du « cycle vertueux ». L'idée est simple, presque trop. Des modèles d'IA plus performants attirent plus d'utilisateurs, ce qui génère plus de revenus. Ces profits permettent ensuite de construire des centres de données encore plus massifs, qui à leur tour hébergent des IA encore plus puissantes. La boucle est bouclée, et la machine à billets peut tourner à plein régime.

Ce mécanisme s'appuie sur une observation juste : la bonne vieille loi de Moore, qui a dicté le rythme des progrès informatiques pendant des décennies, est à bout de souffle. Et comme par hasard, NVIDIA a la solution toute prête avec son calcul accéléré et ses fameux processeurs graphiques. Selon Huang, la messe est dite : l'intégralité du parc informatique mondial, estimé à plus d'un billion de dollars, doit migrer vers sa technologie. Une transition forcée qui, bien sûr, profite avant tout à son entreprise.

Une frénésie d’investissements qui pose question

Cette vision a déclenché une course effrénée aux dépenses. Microsoft, Amazon, Alphabet et Meta prévoient de dépenser plus de 300 milliards de dollars en 2025 pour muscler leurs infrastructures. NVIDIA elle-même a promis jusqu'à 100 milliards de dollars à OpenAI pour l'aider à construire ses futures usines à intelligence artificielle.

C'est là que le tableau devient un peu plus trouble. Cet afflux d'argent crée ce que les analystes appellent un financement « circulaire ». NVIDIA investit dans des jeunes pousses qui, pour fonctionner, achètent des services à des géants de l'infonuagique comme Oracle, qui eux-mêmes se fournissent en puces… chez NVIDIA. Un petit jeu de chaises musicales entre amis qui rappelle furieusement les montages financiers qui avaient précédé l'éclatement de la bulle internet au début des années 2000.

Les rabat-joie entrent en scène

Face à cet enthousiasme général, quelques voix discordantes commencent à se faire entendre. Et pas des moindres. Bill Gates, qui n'est pourtant pas le dernier à vanter l'IA, a récemment averti qu'une bulle était en train de se former et que de nombreux investissements finiraient « sans issue ». Une douche froide pour ceux qui pensaient que l'argent coulait à flots sans risque.

Plus acide, l'auteur Cory Doctorow prédit un effondrement imminent. Il rappelle que 95% des entreprises qui tentent de mettre en place des projets d'IA échouent lamentablement. « L'IA ne peut pas faire votre travail, mais un commercial d'IA peut convaincre votre patron de vous licencier pour vous remplacer par une IA incapable de faire votre travail », ironise-t-il. Lorsque la fête sera finie, beaucoup pourraient se réveiller avec la gueule de bois, des postes en moins et des systèmes qui ne fonctionnent pas.

Ces craintes sont alimentées par des chiffres bien réels. OpenAI, la star du secteur, aurait perdu la somme colossale de 12 milliards de dollars sur le dernier trimestre, forçant son principal partenaire Microsoft à constater une dépréciation de plus de 11 milliards. Des pertes abyssales qui interrogent sur la viabilité à long terme d'un modèle économique qui brûle du capital à une vitesse inédite.

Une vision à quitte ou double

Pourtant, rien de tout cela ne semble perturber la confiance de Jensen Huang. Le patron de NVIDIA campe sur ses positions, affirmant que nous ne sommes qu'à la première année d'un cycle qui en durera au moins dix. Sa valorisation stratosphérique, dépassant désormais le PIB de nations comme le Japon ou le Royaume-Uni, lui donne pour l'instant raison.

La question est de savoir si le chef de NVIDIA est un visionnaire qui a compris avant tout le monde l'ampleur de la transformation à venir, ou s'il est simplement le chef d'orchestre d'une euphorie spéculative déconnectée de la réalité. Pour l'heure, les investisseurs continuent de danser. Reste à savoir qui paiera les pots cassés quand la musique s'arrêtera.

”Une clé USB si minuscule que vous n’aurez jamais envie de l’enlever” : la curieuse solution de Sandisk au stockage de votre PC portable

Vous en avez assez des clés USB qui transforment votre ordinateur portable en porte-manteau ? SanDisk a peut-être la solution avec un modèle USB-C si minuscule qu’il est conçu pour ne jamais être retiré. Une promesse de discrétion absolue qui pourrait bien changer votre rapport au stockage nomade. Avouons-le, nous avons tous connu ce moment de panique. Celui où l'on se rend compte que la clé USB, fièrement plantée dans le port de notre ordinateur, a subi les foudres d'un passage un peu trop zélé dans un sac. SanDisk, qui a bien compris notre douleur, s'apprête à commercialiser une clé USB-C d'une taille ridicule, pensée pour fusionner avec le châssis de votre machine. Fini les appendices disgracieux, place à une extension de mémoire qui sait se faire toute petite.

Le fantôme du stockage

L'idée est simple, mais brillante : créer une clé qui ne dépasse presque pas du port de l'ordinateur. Fini, les accrocs malencontreux dans le sac à dos qui menacent d'arracher le connecteur. Ce modèle se branche et ne bouge plus, devenant une extension de mémoire permanente pour votre machine. C'est la promesse d'un stockage d'appoint qui ne perturbe jamais votre routine, un compagnon de route si silencieux qu'on en oublierait sa présence.

Une fois installée, elle se fait discrète, presque timide. Elle attend sagement qu'on lui confie des fichiers, aidée par le logiciel Memory Zone qui se charge des sauvegardes automatiques. Un confort appréciable pour tous ceux qui jonglent avec un espace disque limité sur leur ultra-portable.

Du gain à la perte

Seulement voilà, son plus grand atout est aussi son plus charmant défaut. Sa taille de guêpe en fait une championne du cache-cache au fond d'une poche ou d'un sac. Et si vous décidez de l'extraire, préparez vos ongles ! Son intégration parfaite la rend difficile à saisir, transformant une simple manipulation en un petit défi de dextérité.

De plus, cette miniaturisation extrême a son revers : la chaleur. Lors de transferts de fichiers volumineux, la petite clé a tendance à montrer son tempérament et à chauffer un peu. Un petit radiateur d'appoint qui rappelle qu'elle travaille dur. C'est le prix à payer pour une telle compacité.

Au final, cette clé USB-C est une solution élégante pour les possesseurs d'ordinateurs récents qui cherchent à augmenter leur stockage sans s'encombrer. Elle incarne le confort de l'oubli, avec quelques petites espièglleries en prime.

La Seat Ibiza joue les prolongations

La citadine de Seat joue les prolongations à travers un second restylage. Cette rénovation principalement de surface est-elle suffisante pour tenir jusqu'à 2028 ? Date attendue de la nouvelle génération.

Lancée en 2017, la citadine polyvalente Seat Ibiza, jumelle technique des Volkswagen Polo et Škoda Fabia, est déjà passée par la case restylage en 2021. En temps normal, la petite ibérique aurait dû céder sa place dans la gamme à une sixième génération. Mais ces derniers temps chez Seat, n'a rien n'a vraiment été normal.

En effet, le constructeur espagnol était censé disparaître à l'horizon 2030, son patron de l'époque « Wayne Griffiths » annonçant alors que Seat allait se tourner vers des solutions de mobilité hors automobile. Puis marche arrière quelques mois plut tard. Seat continuera à vendre des voitures. Le constructeur se positionnera désormais comme la marque d'accès du groupe Volkswagen, à l'image de Citroën chez Stellantis. Il faut l'avouer malgré une gamme vieillissante et réduite, Seat est rentable. Le constructeur a vendu plus de 310 000 voitures en 2024 quasiment « sans rien faire » (pas de nouveau moteur, ni de restylage). Les choses évoluent puisque Seat a présenté son plan produit pour les 4 années à venir. L'Ibiza et l'Arona recevront des motorisations électrifiées (à hybridation légère) d'ici 2027, la Leon un bloc full hybride (celui du nouveau T-Roc) en 2028 avant d'être remplacée en 2029.

Envers et contre tout, la Seat Ibiza demeure aujourd'hui la meilleure vente du constructeur espagnol, s'étant écoulée à six millions d'exemplaires en cinq générations depuis 1984.

Tenir le coup jusqu'à 2028

Lancée en 2017, l'actuelle génération a déjà été restylée en 2021. La citadine joue les prolongations à travers un second restylage. L'objectif, tenir le coup jusqu'à 2028, date à laquelle elle sera convertie à l'électrique sur la base de la prochaine ID.Polo.

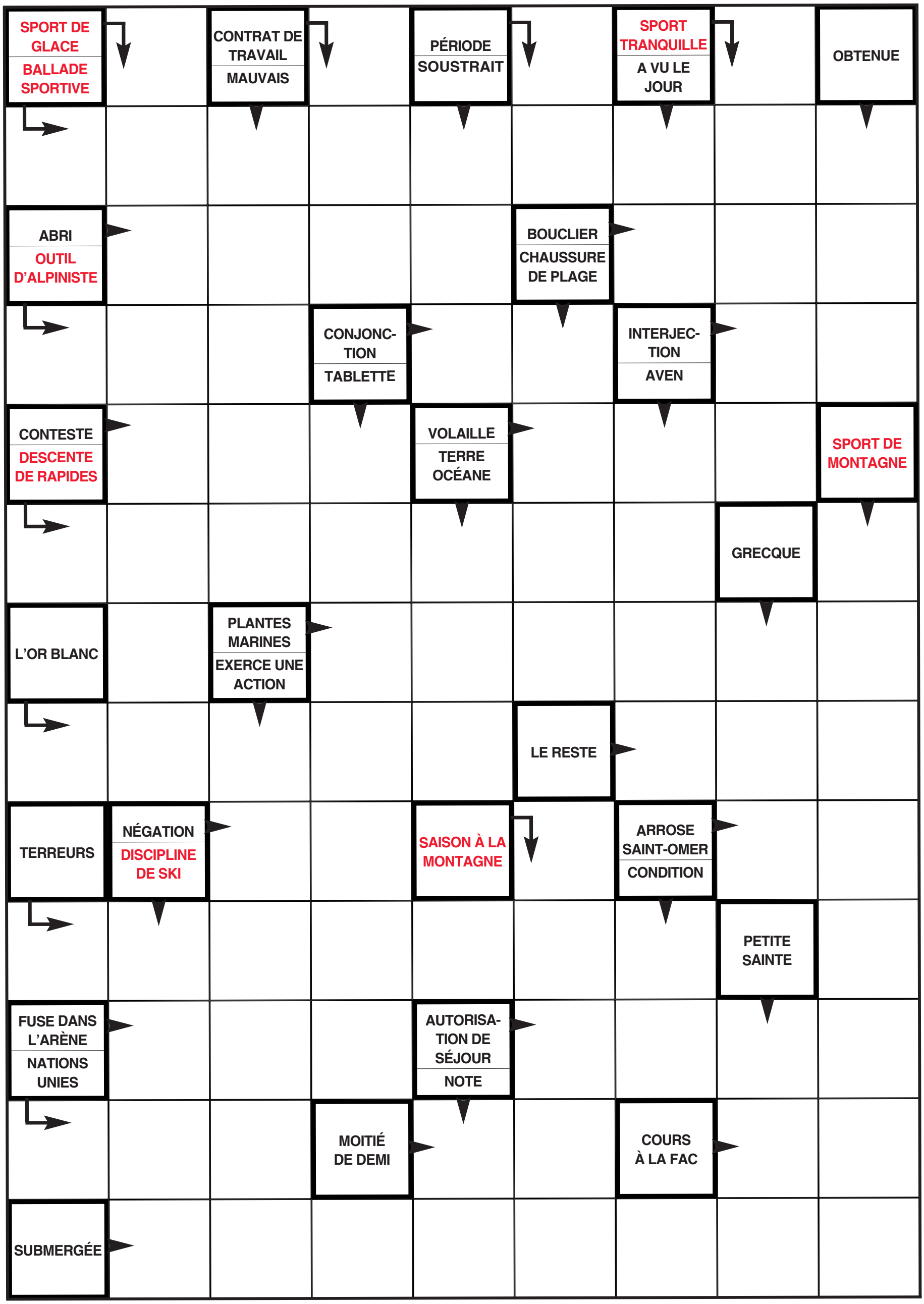
Ce second restylage n'a rien de révolutionnaire en soi. On peut même le qualifier d'anecdotique. Sur le marché des citadines, l'Ibiza cultive son design sportif notamment dans sa livrée FR, celle de notre essai, équipée d'un châssis sport, de jantes de 18" et d'une double sortie d'échappement. La nouvelle Ibiza renforce donc ses traits par l'adoption d'une nouvelle calandre hexagonale et d'un pare-chocs redessiné. De nouveaux feux Full LED affinés avec une signature lumineuse inédite complètent le rafraîchissement de la partie avant. A l'arrière, on voit apparaître un diffuseur coloré et un pare-chocs au style sportif. Le lettrage du modèle, en aluminium apparaît également sur le hayon.

A bord, Seat les évolutions sont plus contenues. Le premier restylage s'était concentré sur sa modernisation. Une remise à jour qui a permis de troquer les plastiques durs contre des matériaux moussés et plutôt de bonne qualité. Seat s'est attelée à renforcer cet aspect avec l'arrivée de revêtements en tissu notamment sur les sièges, d'un volant gainé cuir ou d'un nouveau ciel de toit. La version FR ajoute des sièges baquets redessinés offrants un excellent maintien, même s'ils ne sont pas ce que l'on fait de plus confortable.

La partie multimédia est toujours confiée à un combiné multimédia de 8" en provenance du groupe Volkswagen équipé des connectivités Android Auto et Apple CarPlay sans fil. Ce dernier est simple à utiliser et relativement rapide. On aurait aimé d'autres améliorations au niveau de la planche de bord qui accuse un petit coup de vieux face aux productions récentes. L'ensemble reste toutefois ergonomique et pratique. Les versions les plus cossues pourront profiter d'une nouvelle et puissante sono de 300 watts avec caisson de basse (non testée). Enfin, l'Espagnole se dote également d'un chargeur sans fil réfrigéré.

Ce qui ne change pas et c'est tant mieux, c'est l'habitabilité et le volume de chargement, des domaines où l'Ibiza tient la corde sur le segment des polyvalentes. Il y a de la place à revendre au niveau des genoux à l'arrière, de quoi accueillir deux grands adultes confortablement, et mettre leurs bagages sans problème dans le coffre de 355 litres digne de la catégorie supérieure.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 3 novembre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

Saisie de 10.000 comprimés de psychotropes à Oran

Les services de police d'Oran ont réussi la saisie de 10.000 comprimés de psychotropes et ont interpellé trois individus, a-t-on appris, dimanche, auprès de la Direction de la Sûreté de wilaya. L'opération a été menée suite à des enquêtes de terrain effectuées par les éléments de la sûreté de daïra de Bir El Djir sur l'activité suspecte des mis en cause dans le secteur de compétence. Ces derniers utilisaient leurs domiciles comme lieux de stockage et de vente et se servaient d'un véhicule pour distribuer et écouler les produits dans différents quartiers urbains, a précisé la cellule de communication et des relations publiques. Après une surveillance étroite de leurs activités criminelles et l'identification de leurs cachettes et de leurs identités, les suspects ont été arrêtés et 10.000 comprimés psychotropes de type "Prégabaline 300 mg" ont été saisis, selon la même source.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSIDE UNE RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Plusieurs dossiers examinés

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi fixant les règles générales relatives aux services de confiance pour les transactions électroniques et à l'identification électronique, ainsi qu'à d'autres exposés, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi fixant les règles générales relatives aux services de confiance pour les transactions électroniques et à l'identification électronique, ainsi qu'à des exposés portant notamment sur le raccordement des grands projets agricoles des cultures stratégiques au réseau électrique et les nouvelles dispositions prévues dans le projet de code de la route", lit-on dans le communiqué.

BECHAR

Une vingtaine de volontaires en formation aux premiers secours

Une vingtaine de volontaires, dont trois (3) femmes, prennent part, depuis dimanche, à un cycle de formation aux premiers secours, dans le cadre du programme national un "Secouriste pour chaque famille", initié par Direction générale de la Protection civile (DGPC), visant à sensibiliser et préparer les citoyens aux situations d'urgence, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de ce corps constitué. Ce programme de formation, qui s'étale sur une vingtaine de jours, encadré par des officiers spécialisés du bureau de formation de la même direction locale, vise à prévenir les accidents à travers l'ancrage de la culture de secours chez les citoyens, leur formation sur la manière d'intervenir, et ce, par l'apprentissage des premiers secours, a précisé le chargé de la communication de la direction de wilaya de la Protection civile, le lieutenant Aboubakr-Essedik Baâli. Il vise également comme objectif de permettre aux participants de ce cycle de formation d'adopter les bons réflexes et contribuer à sauver des vies en danger, en attendant l'arrivée des équipes d'interventions et de secours de la protection civile, a-t-il expliqué. Des moyens pédagogiques conséquents pour la formation théorique et pratique sont mis à profit, afin de leur inculquer les connaissances nécessaires et "les gestes qui sauvent", lors des situations d'urgence, a-t-il ajouté. A noter que 2.707 secouristes volontaires, dont 690 femmes, ont été formés entre 2010 et 2024 aux premiers secours, au titre du même programme national, dans la wilaya de Bechar, selon la même source.

MDN

Portes ouvertes sur le Centre militaire de l'ingénierie et du développement des infrastructures à Alger

La 2e édition des journées portes ouvertes sur le Centre militaire de l'ingénierie et du développement des infrastructures (CMIDI-1ère région militaire), relevant du ministère de la Défense nationale (MDN), s'est ouverte, dimanche à Alger, à l'occasion du 71e anniversaire de la Glorieuse Révolution de libération nationale. Organisée au siège du CMIDI à Hussein Dey, portant le nom du défunt moudjahid le Général-Major Ahmed Sanhadji, cette manifestation a pour objectif de faire connaitre les missions et les activités de cet édifice et de permettre aux jeunes de s'enquérir des perspectives d'engagement au sein de l'Armée nationale populaire (ANP).

Dans son allocution, le Directeur général du Centre, le Général Moussa Bensmaïl a affirmé que le CMIDI veille à organiser ces journées portes ouvertes en tant que tradition annuelle pour une ouverture sur le renouveau, le développement et l'aptitude au changement vers le mieux. Il a ajouté que cette initiative découle du "principe de l'ANP fondé sur l'ouverture à l'ensemble des catégories de la société et l'accueil au sein de ses différents établissements de formation, de production ou opérationnels, afin de faire découvrir les capacités et les méthodes de travail de ces établissements, constituant ainsi une opportunité d'échange d'idées et de partage d'expériences pour renforcer le lien sacré Armée-Nation". Le Général Bensmaïl a, par ailleurs, affirmé que le développement actuel du Centre est le fruit du "soutien constant du Haut Commandement de l'Armée nationale populaire, aussi bien sur le plan des infrastructures que dans l'amélioration de l'environnement et des conditions de travail". Il a évoqué le développement que connait le CMIDI en matière des études, grâce aux moyens et équipements nécessaires mis en place à cet effet, notamment le "projet d'accréditation du laboratoire d'essais relevant du CMIDI", mené en collaboration avec l'Organisme algérien d'accréditation (ALGERAC), ainsi que le "projet d'équipement du CMIDI d'un laboratoire pour la réalisation d'essais routiers", en partenariat avec le Laboratoire central des travaux publics (LCTP). Le CMIDI est également doté de systèmes de calcul et d'informatique, dont le "Building Information Modeling (BIM)", qui sera opérationnel avant la fin de l'année, tout en assurant la formation et la poursuite des efforts d'accréditation des systèmes de conception des infrastructures militaires, a-t-il ajouté. Par ailleurs, le Général Bensmaïl a indiqué que le CMIDI a lancé un programme d'encadrement et de formation continue au profit de ses ingénieurs et cadres, à travers l'organisation de sessions de formation et d'une journée d'étude mensuelle portant sur les dernières innovations dans le domaine du bâtiment. A cette occasion, une visite aux différents départements du CMIDI a été organisée, notamment le département des routes et réseaux divers et celui d'architecture relevant de la direction d'ingénierie, en sus d'une visite au musée. Le programme de ces journées a, en outre, comporté deux communications portant sur "la transformation numérique dans le domaine du bâtiment", et sur "les défis méthodologiques du développement des infrastructures".

APRÈS LES DERNIÈRES SANCTIONS OCCIDENTALES

La Turquie augmente ses achats de pétrole non-russe

Les principales raffineries de pétrole turques se tournent vers des approvisionnements non-russes en réponse aux récentes sanctions occidentales visant la Russie, ont indiqué à Reuters deux personnes directement informées du dossier ainsi que plusieurs sources industrielles.

La Turquie figure parmi les principaux acheteurs de brut russe, aux côtés de la Chine et de l'Inde. Les raffineurs turcs adoptent désormais des mesures similaires à celles prises par l'Inde, signe de l'efficacité des efforts déployés par les États-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni pour restreindre les ventes de pétrole russe, qui servent à financer la guerre en Ukraine.

Selon ces sources, l'une des plus grandes raffineries turques, la SOCAR Turkey Aegean Refinery (STAR), détenue par la société azerbaïdjanaise SOCAR, a récemment acheté quatre cargaisons de brut en provenance d'Irak, du Kazakhstan et d'autres producteurs non-russes pour une livraison en décembre. Selon les calculs de Reuters, cela représente entre 77 000 et 129 000 barils par jour (b/j) d'approvisionnement non-russe, en fonction de la taille des cargaisons, et signifie que SOCAR utilisera moins de brut russe.

D'après les données de Kpler, le brut russe représentait pratiquement la totalité des approvisionnements de la raffinerie STAR en septembre et octobre, soit environ 210 000 b/j.

Deux sources ont précisé que l'une des quatre cargaisons était une expédition KEBCO kazakhe, identique en qualité au brut russe Urals, mais provenant du Kazakhstan. La raffinerie STAR de SOCAR n'avait importé qu'une seule autre cargaison de cette qualité kazakhe cette année, et aucune en 2024.

L'autre grand raffineur turc, Tupras, augmente également ses achats de bruts non-russes similaires en qualité à l'Urals russe, notamment des bruts irakiens, selon deux sources, sans donner plus de détails.

Les initiatives des raffineurs turcs pour accroître leurs achats de brut non-russe en réaction aux dernières sanctions n'avaient pas encore été rapportées.

Tupras, qui possède deux grandes raffineries en Turquie, envisage aussi de cesser complètement les importations de brut russe dans l'une de ces installations afin de maintenir ses exportations de carburant vers l'Europe sans enfreindre les prochaines sanctions de l'UE, selon deux sources. L'entreprise poursuivrait néanmoins le traitement de brut russe dans l'autre raffinerie, précisent-elles. SOCAR a refusé de commenter ces informations. Tupras n'a pas répondu à la demande de commentaire de Reuters.

Tupras a déjà diversifié ses approvisionnements cette année, achetant sa toute première cargaison en provenance du Brésil et s'apprête à recevoir sa deuxième cargaison d'Angola, une cargaison Mostarda attendue début novembre. Selon Kpler, la Turquie devrait recevoir 141 000 b/j de brut irakien en novembre, contre 99 000 b/j en octobre et une moyenne d'environ 80 000 b/j cette année. Les données pour décembre ne sont pas encore disponibles.

D'après Kpler, la Turquie a importé environ 669 000 b/j de pétrole brut entre janvier et octobre, dont 317 000 b/j, soit 47 %, provenaient de Russie.

À titre de comparaison, sur la même période l'année dernière, la Turquie avait importé 580 000 b/j de brut, dont 333 000 b/j en provenance de Russie.